

Collectivité  
Territoriale  
*de* Martinique

---

**RECUEIL**  
**DES ACTES ADMINISTRATIFS**

**SEPTEMBRE 2016**

N°10

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

---

---

TABLE DES MATIERES

|          |    |
|----------|----|
| SOMMAIRE | 03 |
|----------|----|

**ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE**

|                                           |           |
|-------------------------------------------|-----------|
| <i>Arrêts du Président de l'Assemblée</i> | <b>04</b> |
|-------------------------------------------|-----------|

**CONSEIL EXÉCUTIF DE MARTINIQUE**

|                                                |           |
|------------------------------------------------|-----------|
| <i>Arrêts du Président du Conseil Exécutif</i> | <b>06</b> |
|------------------------------------------------|-----------|

## RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS SEPTEMBRE – 2016

### ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

#### ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE

ARRÊTÉ N° 50 - DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AU SEIN DE LA COMMISSION DÉPARTEMENTALE CHARGÉE D'ÉTABLIR LA LISTE DES COMMISSAIRES ENQUÊTEURS 05

### CONSEIL EXÉCUTIF DE MARTINIQUE

#### ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF

ARRÊTÉ N° 1797 –FIXATION TARIFICATION MAISON DE RETRAITE DU CENTRE HOSPITALIER DU FRANCOIS ANNÉE 2016 07

ARRÊTÉ N° 2087 - RELOCALISATION IMPLANTATION DU CENTRE D'ACCUEIL DE JOUR AUTONOME POUR PERSONNES ÂGÉES DÉPENDANTES D'UNE CAPACITÉ D'ACCUEIL DE 12 PLACES GÉRÉ PAR LA CROIX ROUGE FRANÇAISE 11

ARRÊTÉ N° 2088 - AUTORISATION DE TRANSFERT DE L'ÉTABLISSEMENT D'HÉBERGEMENT POUR PERSONNES ÂGÉES DÉPENDANTES «RÉSIDENCE L'OASIS »SIS SUR LE TERRITOIRE DE LA VILLE DE FORT DE FRANCE GÉRÉ PAR SARL CARIBIS (FILIALE DU GROUPE UFR) AU PROFIT DE LA SARL L'OASIS 13

ARRÊTÉ N° 1765 - AUTORISATION EXÉCUTION DE TRAVAUX DE RACCORDEMENT BTA/S DE LA SCI DOSITHÉE AU POSTE «VILLAGE 9101 » AU DROIT DE LA ROUTE DÉPARTEMENTALE 48 AU PR1+650 CÔTÉ GAUCHE QUARTIERS FANTAISIE ET MORNE CALEBASSE VILLE DE FORT DE FRANCE 15

ARRÊTÉ N° 1766 - AUTORISATION EXÉCUTION TRAVAUX DE RÉPARATION DE CONDUITES SOUTERRAINES SUR LA ROUTE DÉPARTEMENTALE 2 DU PR16+000 AU PR16+200 CÔTÉ DROIT QUARTIER TARTANE VILLE DE TRINITE 22

ARRÊTÉ N° 1767 - RÈGLEMENTATION TEMPORAIRE DE LA CIRCULATION SUR LA ROUTE DÉPARTEMENTALE 2 PR16+000 AU PR16+200 CÔTÉ DROIT QUARTIER TARTANE VILLE DE TRINITE 29

ARRÊTÉ N° 1786 - AUTORISATION D'EXÉCUTION DE TRAVAUX POSE DE CONDUITES MULTIPLES ET D'IMPLANTATIONS D'ARMOIRE DE SOUS RÉPARTITION SUR LES ROUTES DÉPARTEMENTALES CI APRES: RD13 – PR0+500 ET PR1+100 -RD40 PR0+400 QUARTIER CHATEAUBOEUF VILLE DE FORT DE FRANCE - RD48 PR3+100 QUARTIER MOUTTE VILLE DE FORT DE FRANCE 31

ARRÊTÉ N° 1861 - AUTORISATION EXÉCUTION TRAVAUX POSE DE DEUX BOÎTES DE JONCTIONS SOUS CHAUSSEE AU DROIT DE LA ROUTE DÉPARTEMENTALE 05 AU PR2+300 QUARTIER SIGY VILLE DU VAUCLIN 40

ARRÊTÉ N° 2157 - AUTORISATION POSE DE 485.00 MÈTRES LINÉAIRES DE CANALISATION D'EAUX PLUVIALES DE PHI 600MM SUR LA ROUTE DÉPARTEMENTALE 20 DU POINT REPERE 9+000 AU POINT REPERE 10+300 CÔTÉ GAUCHE QUARTIER LAJUS VILLE DU CARBET 48

ARRÊTÉ N° 2160 - AUTORISATION EXÉCUTION TRAVAUX RENFORCEMENT DU RÉSEAU BTA/S AU DROIT DE CHEZ MADAME POSTE «LAFLEUR 9065» SUR LA ROUTE DÉPARTEMENTALE 8 DU POINT REPERE 7+380 AU POINT REPERE 7+530 CÔTÉ DROIT-LA ROUTE DÉPARTEMENTALE 36 DU POINT REPERE 4+500 AU POINT REPERE 5+000 CÔTÉ GAUCHE QUARTIER EPINAY VILLE DE SAINTE-LUCE 56

# ARRÊTÉS

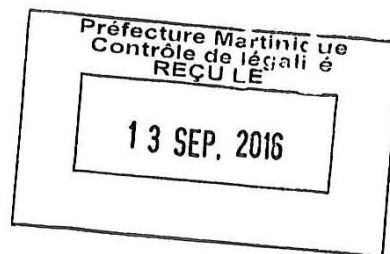
~ ~ ~ ~ ~

PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE  
DE MARTINIQUE



Collectivité  
Territoriale  
de Martinique

République Française



ARRETE N°2016 - PAM - 50 du 12 SEP 2016

Portant désignation des représentants de la Collectivité Territoriale de Martinique au sein de la Commission départementale chargée d'établir la liste des commissaires enquêteurs

**LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE,**

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 7211-1 à L. 7331-3;  
Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants;  
Vu le code de l'environnement notamment son article R123-34 ;  
Vu la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative à la création des collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;  
Vu la délibération n°15-0001 de l'Assemblée de Martinique adoptée en la séance du 18 décembre 2015, portant élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Vu la délibération n°15-0003 de l'Assemblée de Martinique adoptée en la séance du 18 décembre 2015, portant élection du Conseil Exécutif et de son Président ;  
Vu la délibération n°16-24-76 du 16 février 2016 de l'Assemblée de Martinique donnant mandat au Président de l'Assemblée de Martinique pour procéder à certaines désignations ;

**ARRETE**

Article 1 : Sont désignés pour représenter la Collectivité Territoriale de Martinique au sein de la Commission départementale chargée d'établir la liste des commissaires enquêteurs, les conseillers suivants :

En qualité de titulaire :

- Monsieur Raphaël MARTINE

En qualité de suppléante :

- Madame Kora BERNABE.

Article 2 : Le Président du Conseil exécutif, le Président de l'Assemblée de Martinique, le Directeur général des services, le Payeur de la collectivité territoriale de Martinique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

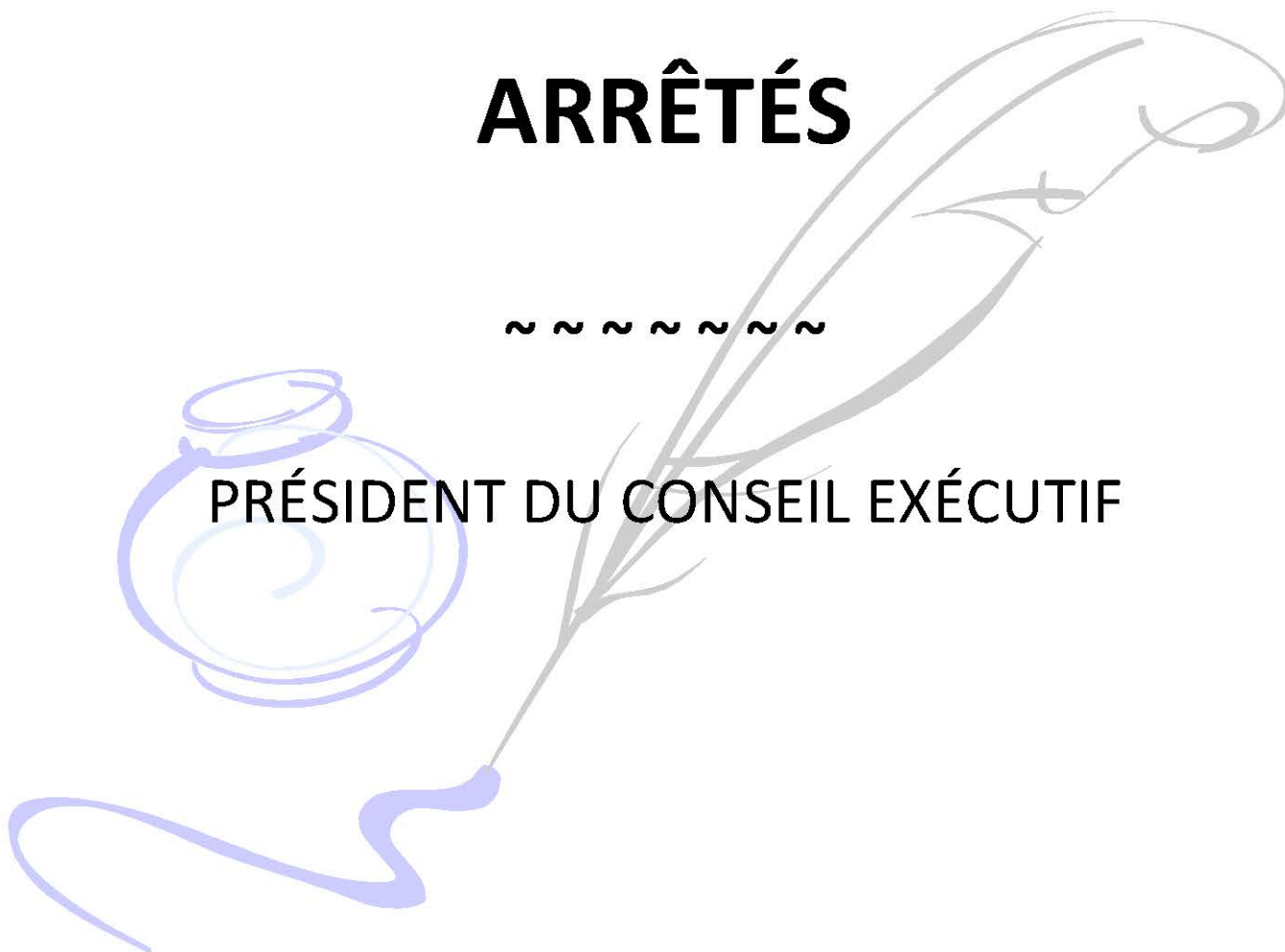
Claude LISE



# ARRÊTÉS

~ ~ ~ ~ ~

PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF



**Collectivité  
Territoriale  
de Martinique**

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

DGA SOLIDARITE, COHESION SOCIALE ET  
PREVENTION SANITAIRE  
- S.E.S.M.S. -

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité - Fraternité

**CONSEIL GÉNÉRAL MARTINIQUE**  
**COPIE CONFORME**

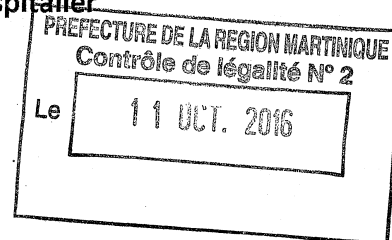
**ARRÊTÉ N° AR 09 09. 16 - 1 7 9 7 -**  
**Portant fixation de la tarification**  
**de la Maison de Retraite du Centre Hospitalier**  
**du FRANCOIS**  
**- pour l'année 2016 -**

N° FINESS :

97 020 420 2

STATUT ETABLISSEMENT :

public annexé à un EPS



*Le Président du Conseil Exécutif,*

Vu le code général des collectivités territoriales, ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et en particulier son article L.7224-14 ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment son livre III, titre I, chapitre IV- dispositions financières ;

Vu le Code de la Santé Publique ;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;

Vu la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'Allocation Personnalisée d'Autonomie ;

Vu le décret n° 2013-22 du 8 janvier 2013 relatif à l'évaluation et à la validation du niveau de perte d'autonomie et des besoins en soins des personnes hébergées dans les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes et fixant la composition et le fonctionnement de la commission régionale de coordination médicale mentionnée à l'article L. 314-9 du code de l'action sociale et des familles.

Vu le décret n°2015-1868 du 30 décembre 2015 relatif à la liste des prestations minimales d'hébergement délivrées par les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes ;

Vu l'arrêté du 22 octobre 2003, fixant les modèles des documents prévus aux articles R. 314-10, R. 314-13, R. 314-17, R. 314-19, R. 314-48 et R. 314-82 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu les dispositions du Règlement d'Aide Sociale relatives au financement des établissements et services habilités à recevoir des ressortissants de l'Aide sociale ;

Vu l'arrêté conjoint PCG/DGARS n°001158 du 29 juin 2010, d'autorisation d'extension et de reconstruction de l'établissement ;

Vu la convention tripartite prévue à l'article L.313-12 du Code de l'Action Sociale et des Familles, signée le 23/12/2013 ;

VU la demande de l'établissement sollicitant le bénéfice du versement d'une dotation globalisée des tarifs en application de l'article R.314-115 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 portant élection du Conseil Exécutif et de son Président ;

Vu les propositions budgétaires de l'établissement pour l'exercice 2016 transmises par courrier du 29/10/2015 ;

Vu les modifications budgétaires proposées par l'autorité de tarification dans son rapport n°2255710 daté du 02/9/2016 ;

Sur proposition du Directeur Général des Services :

## ARRÊTE

### TITRE I - HEBERGEMENT

#### ARTICLE 1

Pour l'exercice budgétaire 2016 les recettes et les dépenses prévisionnelles de la Section HEBERGEMENT de la Maison de Retraite du Centre Hospitalier du FRANCOIS sont autorisées comme suit :

|          | MONTANT     |
|----------|-------------|
| DEPENSES | 970 589,00€ |
| RECETTES | 970 589,00€ |

#### ARTICLE 2

Le tarif de la Section Hébergement précisé à l'article 3 est calculé en prenant en compte les reprises des résultats suivants :

- Compte 110 (Excédent - Réduction des charges d'exploitat\*) pour un montant de : 0,00€
- Compte 119 (Déficit - Augmentation des charges d'exploitat\*) pour un montant de : 0,00€

#### ARTICLE 3

Pour l'exercice budgétaire 2016 , la tarification des prestations de la Section Hébergement de la Maison de Retraite du Centre Hospitalier du FRANCOIS est fixée comme suit à compter du 1er mai 2016 :

Prix de journée moyen (Hébergement Permanent) : 72,50€

#### ARTICLE 4

La Collectivité Territoriale de Martinique procédera, en application de l'article R-314-115 du code de l'action sociale et des familles sus-visé, au versement du produit du prix de journée HEBERGEMENT dû à l'établissement sous la forme d'une dotation globalisée, dont le montant est égal à :

Dotation globalisée : 970 589,00 €

Le règlement de cette dotation sera effectué par douzièmes mensuels, le vingtième jour du mois ou si ce jour n'est pas ouvré, le dernier jour ouvré précédant cette date.

*Compte-tenu de la mise en service au 1er mai 2016 des 30 places supplémentaires, la dotation mensuelle est fixée comme suit :*

Dotation mensuelle" Hébergement" des mois de mai 2016 à décembre 2016 : 108 189,42 €

Dotation mensuelle" Hébergement" du 1er janvier 2017 jusqu'au prochain tarif : 80 882,42 €



## TITRE II - DEPENDANCE

### ARTICLE 5

Pour l'exercice budgétaire 2016 les recettes et les dépenses prévisionnelles de la Section DEPENDANCE de la Maison de Retraite du Centre Hospitalier du FRANCOIS sont autorisées comme suit :

|                                                                                                     | MONTANT           |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| DEPENSES                                                                                            | 252 061,00€       |
| RECETTES                                                                                            | 252 061,00€       |
| <i>Dont Produits de la tarification des résidents de -60 ans affectés à la Section Dépendance :</i> | <b>5 084,10 €</b> |

### ARTICLE 6

Les tarifs de la Section DEPENDANCE précisés à l'article 7 sont calculés en prenant en compte la reprise de résultats suivante :

- Compte 110 (Excédent - Réduction des charges d'exploitation) pour un montant de : **0,00€**
- Compte 119 (Déficit - Augmentation des charges d'exploitation) pour un montant de : **0,00€**

### ARTICLE 7

Pour l'exercice budgétaire 2016, la tarification des prestations de la Section Dépendance de la Maison de Retraite du Centre Hospitalier du FRANCOIS est fixée comme suit à compter du 1er mai 2016 :

|                    |               |
|--------------------|---------------|
| Tarif GIR 1 et 2 : | <b>22,72€</b> |
| Tarif GIR 3 et 4 : | <b>14,42€</b> |
| Tarif GIR 5 et 6 : | <b>6,12€</b>  |

### ARTICLE 8

La Collectivité Territoriale de Martinique procédera, en application de l'article R-314-115 du code de l'action sociale et des familles sus-visé, au versement du produit du prix de journée DEPENDANCE dû à l'établissement sous la forme d'une dotation globalisée, dont le montant est égal à :

- Dotation globalisée A.P.A : **166 700,86 €**
- Dotation globalisée de financement du Ticket Modérateur (pris en charge par l'aide sociale) : **80 276,04 €**

Le règlement de cette dotation sera effectué par douzièmes mensuels, le vingtième jour du mois ou si ce jour n'est pas ouvré, le dernier jour ouvré précédent cette date.

**Compte-tenu de la mise en service au 1er mai 2016 des 30 places supplémentaires, la dotation mensuelle est fixée comme suit :**

- Dotation mensuelle APA des mois de mai 2016 à décembre 2016 : **16 622,64 €**
- Dotation mensuelle APA à compter du 1er janvier 2017 jusqu'au prochain tarif : **13 891,74 €**
- Dotation mensuelle du T.M (pris en charge par l'aide sociale) à partir du 1er mai : **8 189,14 €**
- Dotation mensuelle du T.M (pris en charge par l'aide sociale) à compter du 1er Janvier 2017 jusqu'au prochain tarif : **6 689,67 €**

### TITRE III - PERSONNES AGEES DE MOINS DE 60 ANS

#### ARTICLE 9

A compter du 1er mai 2016, le tarif journalier applicable aux personnes âgées de moins de 60 ans est fixé à :

Tarif journalier - 60ans : 91,33€

### TITRE IV - DISPOSITIONS GENERALES

#### ARTICLE 10

En application de l'article R-314-116 du code de l'action sociale et des familles susvisé, il est précisé ce qui suit :

Dans le cas où le prix de journée de chacune des prestations HEBERGEMENT et DEPENDANCE n'a pas été arrêté avant le 1er janvier de l'exercice en cause et jusqu'à l'intervention de la décision qui le fixe, l'autorité de tarification règle, sous réserve des dispositions de l'article R-314-38, des acomptes mensuels égaux aux douzièmes de l'exercice antérieur.

Après fixation du nouveau prix de journée et de la nouvelle dotation globalisée de l'HEBERGEMENT et de la DEPENDANCE, il est procédé à une régularisation des versements lors du plus prochain paiement.

**Compte-tenu des engagements réalisés par la collectivité à la date de l'arrêté, les sommes à régulariser seront versées à l'établissement lors du paiement de la dotation d'octobre 2016.**

Le montant de la régularisation au titre de la prestation HEBERGEMENT s'élève à la somme de :

$(108\,189,42 \text{ € (dot° 2016)} - 26\,268,42 \text{ € (dot° 2015)}) \times (5 \text{ mois : de mai à septembre 2016)}) :$  409 605,00 €

Le montant de la régularisation au titre de la prestation APA s'élève à la somme de :

$(16\,622,64 \text{ € (dot° 2016)} - 8\,429,93 \text{ € (dot° 2015)}) \times (5 \text{ mois : de mai à septembre 2016)}) :$  40 963,55 €

Le montant de la régularisation au titre de la prestation TM- Ticket Modérateur s'élève à la somme

de :  $(8\,189,14 \text{ € (dot° 2016)} - 3\,690,74 \text{ € (dot° 2015)}) \times (5 \text{ mois : de mai à septembre 2016)}) :$  22 492,00 €

#### ARTICLE 11

En application des dispositions de l'article R-314-36 du code de l'action sociale et des familles susvisé, le présent arrêté sera notifié à l'établissement ou au service et publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

#### ARTICLE 12

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Paris, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

#### ARTICLE 13

Le Directeur Général des Services, le Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité, de la Cohésion Sociale et de la Prévention Sanitaire, le Payeur Territorial, la Directrice du Centre Hospitalier du FRANCOIS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Président du Conseil Exécutif de la  
Collectivité Territoriale de Martinique  
  
Alfred MARIE-JEANNE

- 8 SEP. 2016

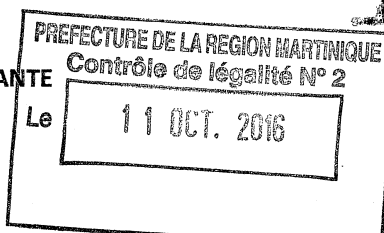


Martinique

**CONSEIL GÉNÉRAL MARTINIQUE**  
**COPIE CONFORME**

Collectivité  
Territoriale  
de Martinique

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL  
DE L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ



LE PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF

**ARRÊTÉ CONJOINT N° AR 23 09. 16 - 2 0 8 7 -**

**PORTANT RELOCALISATION DE L'IMPLANTATION DU CENTRE D'ACCUEIL DE JOUR AUTONOME  
POUR PERSONNES ÂGÉES DÉPENDANTES D'UNE CAPACITÉ D'ACCUEIL DE 12 PLACES  
GÉRÉ PAR LA CROIX ROUGE FRANÇAISE**

**N° FINESS : 97 021 287 4**

- ✓ **VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment son article L.313-1;
- ✓ **VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'Hôpital et relative aux Patients, à la Santé et aux Territoires (HPST) et rénovant la procédure d'autorisation et création, extension et transformation des établissements et services sociaux et médico-sociaux en introduisant une procédure d'appel à projets ;
- ✓ **VU** la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;
- ✓ **VU** le décret n°2010-870 du 26 juillet 2010 modifié relatif à la procédure d'appel à projets et d'autorisation ;
- ✓ **VU** le décret n° 2014-565 du 30 mai 2014 modifiant la procédure d'appel à projet et d'autorisation mentionnée à l'article L.313-1-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- ✓ **VU** l'arrêté conjoint PCG/DGARS n°2015-04112 du 16 décembre 2015 portant autorisation de création d'un centre d'accueil de jour autonome pour personnes âgées dépendantes d'une capacité d'accueil de 12 places au 9, route de Moutte sur le territoire Centre de la Martinique par la Croix Rouge Française ;
- ✓ **VU** la délibération n°15-003 de l'Assemblée de Martinique adoptée en la séance du 18 décembre 2015 portant élection du Conseil Exécutif et de son Président ;

**CONSIDÉRANT** la correspondance de la Croix Rouge Française en date du 14 avril 2016 relative à une demande de modification du site d'implantation du centre d'accueil de jour pour personnes âgées en raison des difficultés rencontrées dans la vente du bien immobilier ;

**CONSIDÉRANT** le courrier complémentaire en date du 16 juin 2016 de la Croix Rouge Française relatif à la demande de modification du site d'implantation en raison de risques de glissements de terrain sur une partie de l'emprise foncière initialement destinée à accueillir la structure ;

Agence Régionale de Santé : Centre d'Affaires « AGORA » - ZAC de l'Etang Z'Abriocot - Pointe des Grives - CS 80656  
97263 FORT DE FRANCE CEDEX - Standard : 05.96.39.42.43 - Fax 05.96.60.60.12  
Courriel : ars-martinique-secretariat-direction@ars.sante.fr

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Deffere - Cluny - CS 30137- 97200 Fort-de-France,  
Téléphone : 0596 59 63 00 - Fax : 0596 72 68 10 - Courriel : courrier@collectivitedemartinique.mq -

**CONSIDERANT** que le nouveau site proposé est situé au quartier Redoute (Fort de France), à quelques kilomètres du site d'implantation initial situé à Moutte (Fort de France), soit dans la même commune et le même territoire de proximité ;

**CONSIDERANT** la visite menée conjointement par les autorités compétentes le 7 juin 2016 ;

**CONSIDERANT** que les caractéristiques des deux sites sont comparables ;

**SUR** proposition du Directeur de l'Offre Médico-Sociale de l'Agence Régionale de Santé ;

**SUR** proposition du Directeur Général des Services de Collectivité Territoriale de Martinique ;

## ARRÊTENT

### Article 1 :

L'article 1 de l'arrêté conjoint PCG/DGARS n° 4112 du 16 décembre 2015 portant création d'un Centre d'accueil de jour autonome pour personnes âgées dépendantes d'une capacité de 12 places accordée à la CROIX ROUGE FRANCAISE est modifié comme suit :

**«Le lieu d'implantation du Centre d'Accueil de Jour autonome pour personnes âgées dépendantes est établi au 144 route de Redoute, sur le territoire de la Ville de Fort-de-France (97200)».**

### Article 2 :

Les autres articles restent inchangés.

### Article 3 :

Cette décision peut faire l'objet d'un recours hiérarchique auprès du Ministère de la Santé et des Sports, dans un délai de deux mois suivant sa notification ou publication, et d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Fort de France, dans le même délai.

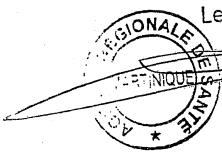
### Article 4 :

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé, le Directeur général des Services de la Collectivité Territoriale de Martinique, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture Martinique ainsi qu'au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

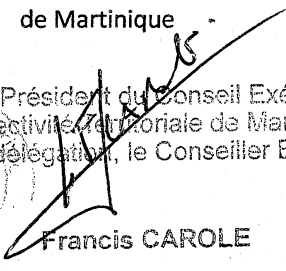
Fort-de-France, le

21 SEP. 2016

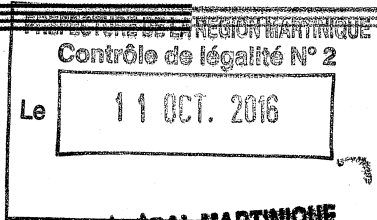
  
Le Directeur Général  
de l'Agence Régionale de Santé  
de la Martinique

  
Le Directeur de l'Offre  
Médico-Sociale  
Olivier COUDIN

Le Président  
du Conseil Exécutif  
de Martinique

  
Pour le Président du Conseil Exécutif de  
la Collectivité Territoriale de Martinique  
et par délégation, le Conseiller Exécutif

Francis CAROLE



CONSEIL GÉNÉRAL MARTINIQUE  
COPIE CONFORME

Collectivité  
Territoriale  
de Martinique

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL  
DE L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ

LE PRÉSIDENT  
DU CONSEIL EXÉCUTIF

ARRÊTÉ CONJOINT N° AR 23 09. 16 - 2 0 8 8 -

PORTANT AUTORISATION DE TRANSFERT  
DE L'ÉTABLISSEMENT D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES ÂGÉES DÉPENDANTES  
« RESIDENCE L'OASIS » SIS SUR LE TERRITOIRE DE LA VILLE DE FORT DE FRANCE  
GÉRÉ PAR LA SARL CARIBIS (Filiale du Groupe UFR)  
AU PROFIT DE LA SARL L'OASIS

N° FINESS : 97 020 885 6

- ✓ VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment son article L.313-1 ;
- ✓ VU la loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;
- ✓ VU la loi n°2001-647 du 20 juillet 2001 modifiée par la loi n° 2003-289 du 31 mars 2003 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie ;
- ✓ VU la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'Hôpital et relative aux Patients, à la Santé et aux Territoires (HPST) et rénovant la procédure d'autorisation et création, extension et transformation des établissements et services sociaux et médico-sociaux en introduisant une procédure d'appel à projets ;
- ✓ VU la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 relative à la création des collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;
- ✓ VU le décret n°2010-870 du 26 juillet 2010 relatif à la procédure d'appel à projet et d'autorisation mentionnée à l'article L.313-1-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- ✓ VU le décret n°2014-565 du 30 mai 2014 modifiant la procédure d'appel à projet et d'autorisation mentionnée à l'article L.313-1-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- ✓ VU la délibération n°15-0003 de l'Assemblée de Martinique en date du 18 décembre 2015, portant élection du Conseil Exécutif et de son Président ;
- ✓ VU l'arrêté conjoint PREFET/PCG n°00-3206 du 28 décembre 2000 portant autorisation de création de la « Résidence L'OASIS » située route de Balata pour une capacité d'accueil de 39 places par M. Marc SERALINE ;
- ✓ VU l'arrêté conjoint PREFET/PCG n°10-652 du 24 février 2010 portant autorisation de transfert de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes « Résidence L'OASIS » à Fort-de-France à la Sarl CARIBIS, filiale du Groupe Union Fraternelle des Régions (UFR) ;

Agence Régionale de Santé : Centre d'Affaires « AGORA » - ZAC de l'Etang Z'Abricot - Pointe des Grives - CS 80656  
97263 FORT DE FRANCE CEDEX - Standard : 05.96.39.42.43 - Fax 05.96.60.60.12  
Courriel : [ars-martinique-secretariat-direction@ars.sante.fr](mailto:ars-martinique-secretariat-direction@ars.sante.fr)

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE | Rue Gaston DEFFERRE CS 30137 | 97201 Fort-de-France, Martinique  
Téléphone : 0596 59 63 00 | Fax : 0596 72 68 10 | Courriel : [courrier@collectivitedemartinique.mq](mailto:courrier@collectivitedemartinique.mq)

- ✓ **VU** l'arrêté conjoint DGARS/PCG n°2010-099 du 25 juin 2010 portant autorisation d'extension de la capacité d'accueil de 6 places supplémentaires de la « Résidence l'OASIS » gérée par la Sarl CARIBIS ;
- ✓ **VU** l'arrêté conjoint DGARS/PCG n°2010-1157 du 29 juin 2010 portant extension de la capacité d'accueil de 50 places supplémentaires de la « Résidence l'OASIS » gérée par la Sarl CARIBIS ;
- ✓ **VU** la convention pluriannuelle tripartite des EHPAD n° CV385 du 23 décembre 2013 autorisant l'établissement à accueillir des personnes âgées dépendantes ;
- ✓ **VU** la demande de transfert de l'autorisation de l'EHPAD « Résidence l'OASIS » en date du 16 juin 2016 présentée par la Sarl CARIBIS (*filiale du Groupe UFR*) au profit de la Sarl l'OASIS ;
- ✓ **VU** l'acte de cession de fonds de commerce en date du 17 juin 2016 par la société CARIBIS au profit de la société OASIS dûment enregistré à S.I.E de Fort de France le 20 juin 2016 ;

**SUR** proposition du Directeur de l'Offre Médico-Sociale de l'Agence Régionale de Santé ;

**SUR** proposition du Directeur Général des Services de la Collectivité Territoriale de Martinique;

## ARRÊTENT

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Le transfert de l'autorisation de la maison de retraite EHPAD « Résidence l'OASIS » gérée par la Sarl CARIBIS est autorisé au profit de la Sarl L'OASIS dont le siège social est situé au 22, rue du Gouverneur Ponton – 97200 FORT DE FRANCE.

Il prend effet à compter du jour du transfert de propriété.

**ARTICLE 2** : La présente autorisation ne vaut pas habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'Aide Sociale.

**ARTICLE 3** : Le renouvellement de l'autorisation est soumis aux dispositions de l'article L.313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

**ARTICLE 4** : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement du service par rapport aux caractéristiques prises en considération pour l'autorisation devra être portée à la connaissance des autorités compétentes selon l'article L.313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord des autorités compétentes concernées.

**ARTICLE 5** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours hiérarchique auprès du Ministre des Affaires Sociales et de la Santé, dans un délai de deux mois suivant sa notification ou publication, et d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Fort de France, dans le même délai.

**ARTICLE 6** : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de la Martinique et le Directeur Général des Services de la Collectivité Territoriale de Martinique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture ainsi qu'au recueil des actes administratifs de la Collectivité.

 Le Directeur Général  
de l'Agence Régionale de Santé  
de la Martinique

Le Directeur de l'Offre  
Médico-Sociale

Olivier COUDIN

Le Président  
du Conseil Exécutif  
de Martinique

Pour le Président du Conseil Exécutif de  
la Collectivité Territoriale de Martinique  
et par délégation, le Conseiller Exécutif

Francis CAROLE

21 SEP. 2016

Collectivité  
de Territoriale  
Martinique

CONSEIL GÉNÉRAL MARTINIQUE  
COPIE CONFORME

REPUBLIQUE FRANCAISE  
LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE

Fort-de-France, le

ARRETE N° **AR 05 09. 16 - 1 7 6 5 -**

**ANNULE ET REMPLACE L'ARRETE N° 1116 DU 11/07/2016**

PORTANT AUTORISATION D'EXECUTION DE TRAVAUX DE RACCORDEMENT BTA/S DE LA SCI DOSITHEE AU POSTE « VILLAGE 9101 » AU DROIT DE LA ROUTE DEPARTEMENTALE 48 AU PR 1+650 - COTE GAUCHE - QUARTIERS FANTAISIE ET MORNE CALEBASSE SUR LE TERRITOIRE DE LA VILLE DE FORT DE FRANCE.

LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles, L 7211-1 et L 7224-16

Vu le code de la route et notamment les articles R 411-25 et L 411-6,

Vu le code de la voirie routière et notamment les articles L 113-1, L 131-3 et R 113-1,

Vu le code pénal et notamment l'article R 610-5,

Vu le code des relations entre le public et l'administration,

Vu l'arrêté n° 84-0066 du 11 Janvier 1984 réglementant l'occupation du domaine public routier départemental

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée,

Vu la délibération de l'assemblée de Martinique n° 15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, en qualité de président de l'assemblée de Martinique,

Vu la délibération de l'assemblée de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, en qualité de président du conseil exécutif de Martinique,

Vu la lettre du pétitionnaire, EDF Martinique – Pointe des Carrières - BP 573 - 97200 FORT DE FRANCE, déléguant l'entreprise SOSERV pour la réalisation des travaux cités en objet,

Vu les délibérations CP/780-13 du 05 décembre 2013 et CP/151-15 du 02 mars 2015 portant approbation du barème des redevances pour les occupations privatives du domaine public routier départemental et conformément aux articles L 7211-1 et suivants du Codes Général des Collectivités Territoriales.

Vu l'état des lieux dressé le 18 Août 2016

Sur proposition de Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de l'Équipement et de l'Eau.

## **ARRETE :**

### **ARTICLE 1er : Autorisation**

L'entreprise SOSERV quartier Lourdes BP 36 97224 Ducos, est autorisée, suite à la demande du **18 Août 2016** de EDF Martinique, à réaliser les travaux ci-dessus, au droit de **la route départementale n° 48 au PR 1+650 aux quartiers Fantaisie et Morne Calebasse** sur le territoire de la ville de **FORT DE FRANCE** à charge pour elle de se conformer aux dispositions du règlement énoncé ci-dessus et aux conditions spéciales développées ci-après.

### **ARTICLE 2 : Durée de l'autorisation**

Cette autorisation est accordée à titre précaire et révocable sans qu'il puisse en résulter pour le bénéficiaire de droit à indemnité en cas de retrait anticipé. Elle pourra être renouvelée sur demande (lettre recommandée/accusé de réception).

Toute modification de l'ouvrage autorisé nécessitera le dépôt d'une nouvelle demande expresse d'autorisation.

Les travaux d'implantation devront être réalisés dans un délai de 4 mois sous peine de retrait de cette autorisation.

En effet, cette autorisation sera périmée de plein droit s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai.

En cas de retrait anticipé de son autorisation, l'occupation cessera de plein droit et le permissionnaire sera tenu de remettre les lieux en état primitif dans le délai d'un mois à dater de la notification de l'arrêté de retrait précité ou de la date d'expiration de la permission. Passé ce délai, en cas d'inobservation de cette prescription, un procès-verbal sera dressé et le travail exécuté d'office aux frais du pétitionnaire.

### **ARTICLE 3 : Conditions d'exécution de l'autorisation et des travaux**

L'exécution des travaux sera conforme aux prescriptions techniques définies dans **la fiche n° 1 annexée au présent arrêté.**

### **ARTICLE 4 : Signalisation de chantier**

Le pétitionnaire devra respecter les dispositions énoncées au chapitre B de **la fiche n° 1 annexée au présent arrêté.**



**ARTICLE 5 : Remise en état des lieux**

La remise en état de la chaussée et de ses dépendances sera entièrement à la charge du pétitionnaire et devra se faire dès l'achèvement des travaux, le revêtement étant immédiatement reconstitué après exécution du corps de la chaussée selon les prescriptions figurant dans la fiche n° 1 annexée au présent arrêté.

**ARTICLE 6 : Responsabilité du pétitionnaire.**

Le pétitionnaire sera responsable pendant 2 ans des incidents ou accidents de toute nature qui pourraient résulter de son chantier. Il ne pourra exercer aucun recours contre la Collectivité Territoriale de Martinique en raison des dommages qui pourraient résulter, pour son installation, soit du fait de la circulation, soit du fait de l'état de la chaussée, des accotements ou tous autres ouvrages publics, soit enfin du fait des travaux exécutés sur le domaine public dans l'intérêt de celui-ci ou de la sécurité publique.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

En outre, le pétitionnaire prendra à sa charge toute responsabilité résultant des dégâts causés :

- aux ouvrages existants
- aux riverains
- aux autres permissionnaires
- aux divers concessionnaires.

**ARTICLE 7 : Conditions financières**

Cette autorisation est délivrée à titre gratuit.

**ARTICLE 8 : Récolement**

Dans un délai de trois mois à compter de la date d'achèvement des travaux, l'occupant devra déposer à la Direction Générale Adjointe chargée de l'Équipement et de l'Eau, le plan de récolement à l'échelle 1/500 certifié exact par ses soins.

**ARTICLE 9 : Poursuite et répression des infractions**

La constatation et la poursuite des infractions au présent arrêté seront effectuées conformément aux lois et règlements en vigueur à l'article R 116-2 du Code de la Voirie Routière.

**ARTICLE 10** : Le Directeur Général des Services de la Collectivité Territoriale de Martinique, le Payeur Territorial, le Directeur de la Sécurité Publique, le Maire de la ville de Fort de France, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs

Une ampliation sera envoyée au pétitionnaire, au Directeur de la Sécurité Publique, au Maire de la ville de Fort de France.

Pour le Président du Conseil Exécutif de  
la Collectivité Territoriale de Martinique  
et par délégation, le Conseiller Exécutif

Donat MARIE-STAITE  
2 SEP. 2016

**RECOLEMENT**

Le Représentant de la Direction des Infrastructures et de l'Eau

Soussigné certifie que le bénéficiaire :

**EDF MARTINIQUE**

**POINTE DES CARRIERES  
BP 573  
972500 FORT DE FRANCE**

s'est conformé aux prescriptions du présent arrêté

Fait le

à

Signature du Responsable



**ANNEXE**

**Fiche n° 1**

**PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES  
POUR LES TRAVAUX DE RACCORDEMENT BTA/S**

**A - MESURES PREALABLES**

Une reconnaissance préalable d'itinéraire devra être organisée avec le représentant de la Direction des Infrastructures et de l'Eau afin de dresser l'état des lieux et de relever les problèmes particuliers (circulation ou autre...)

L'implantation sera donnée sur place par le représentant de la Direction des Infrastructures et de l'Eau.

Le bénéficiaire informera la Direction des Infrastructures et de l'Eau du début des travaux au moins 8 jours ouvrables avant l'ouverture du chantier.

Le pétitionnaire est mis dans l'obligation d'avertir, avant le commencement des travaux, l'E.D.F, Orange, les Services des Eaux, les services gestionnaires d'assainissement ainsi que les propriétaires de canalisations privées de manière à s'assurer de la présence éventuelle de canalisation souterraine à proximité des travaux qu'il doit entreprendre.

**B - SIGNALISATION DE CHANTIER**

Le pétitionnaire prendra toutes dispositions pour signaler le chantier de jour comme de nuit. Cette signalisation devra être conforme aux prescriptions réglementaires et respecter les dispositions particulières suivantes :

Toutes les tranchées devront être refermées la nuit. Il pourra être dérogé à cette règle pour les tranchées longitudinales qui seront alors défendues, signalées et éclairées pendant la nuit.

En cas de nécessité, l'alternat de circulation sera assuré par des feux tricolores par sens unique alterné, ou par deux agents munis de palettes K 10 et de baudriers rétroréfléctorisants.

L'ouverture de tranchées devra laisser constamment une demi-largeur de chaussée ouverte à la circulation, sauf conditions particulières qui pourront faire l'objet de dérogation.

**C - EXECUTION DES TRANCHEES**

Préalablement à l'exécution des tranchées, le revêtement et la structure de la chaussée seront découpés à la bêche pneumatique ou à la scie diamantée.

Les tranchées pourront être réalisées à la trancheuse, sinon devront respecter une largeur constante de 0,50 m et une profondeur minimum 1,00 m.

Les conduites ou canalisations seront posées obligatoirement dans une gaine de protection sur la longueur de la traversée, de manière que le remplacement éventuel et l'entretien puissent être faits sans ouverture de tranchée sous la chaussée.

Les canalisations ou conduites doivent être posées, sauf dérogation mentionnée dans le titre ou l'accord d'occupation, de façon que la distance entre la génératrice supérieure de la conduite ou de sa gaine et la surface au sol soit au minimum de 0,80 m.

En cas de chaussée rigide ou de sol résistant, les terrassements seront impérativement préparés au marteau piqueur ou au brise roche. L'attaque directe au godet de pelle sera interdite.

Les tranchées longitudinales ne doivent être ouvertes qu'au fur et à mesure de la réalisation des ouvrages. L'autorisation d'entreprendre les travaux fixe la longueur maximale de la tranchée susceptible de rester ouverte en cours de chantier.

Lorsque la largeur de l'accotement ou des dépendances est insuffisante, l'occupation de la chaussée pour l'immobilisation des véhicules et appareils de chantier n'est possible qu'à condition d'être expressément autorisée.

Tous les matériaux extraits seront évacués au fur et à mesure de leur extraction sans stockage sur la chaussée. Les déblais pouvant être utilisés en remblais seront mis en oeuvre immédiatement sans stockage intermédiaire.

La fabrication des bétons, mortiers, grave traitée ou autre matériaux est interdite sur toute partie revêtue de la chaussée et de ses dépendances.

#### **D - REMBLAYAGE DES TRANCHEES**

Les conditions de remblayage des tranchées et de réfection des corps de chaussée sont définies ci-après :

Les matériaux de remblayage seront, sauf réutilisation autorisée des déblais, des extraits de gisements naturels ou des produits de carrière. Ils doivent être exempts d'argiles et permettre de réaliser un remblai plein non plastique et incompressible.

Les remblais, (y compris les remblais provisoires) en graves seront mis en oeuvre par couches successives, 0,20 m maximum.

Dans le cas où le compactage de la zone de remblaiement n'est pas possible, le remblayage des fouilles sous chaussées et à moins d'un mètre du bord de chaussée sous accotement ou sous trottoirs, se fait en béton dosé à 250 kg.

L'utilisation d'engins dont les chenilles et/ou les systèmes de stabilisation ne sont pas équipés de dispositifs appropriés destinés à éviter toute dégradation de la chaussée, est interdite.

L'accotement sera rétabli à l'identique.

Les ouvrages d'assainissement ainsi que les fossés seront maintenus en état de fonctionnement et seront reconstitués dans leur état antérieur. Il en va de même pour tout équipement annexe à la route.

En cas d'implantation de la tranchée à moins de 0,50 m des bords de chaussée, ou à moins de 1,00 m d'une tranchée existante ou si une ou plusieurs tranchées aboutissent à une occupation égale ou supérieure à 50 % de la largeur d'une voie, une concertation sera engagée entre le gestionnaire de la voirie et l'occupant pour concevoir une réfection de revêtement homogène. L'occupant conserve la charge de la reprise de revêtement dans l'emprise le concernant.

#### **E - REMISE EN ETAT DES LIEUX**

La reconstitution de la structure de chaussée devra s'effectuer selon le revêtement de la façon suivante :

- 0,45 m de sable ou ponce pour couche de fondation ;
- 0,20 m de béton Q 350 pour couche de base ;
- 0,06 m d'enrobés denses à chaud : BB0/14 pour couche de surface  
Ou
- 0,25 m de béton Q350 pour couche de base et de surface
- fermeture provisoire à niveau zéro avec 0,25 m de béton Q350 pour couche de base et de surface,
- 0,06 m d'enrobés denses à chaud : BB/14 pour couche de surface après rabotage de la couche de surface en béton sur 0,06 m y compris épaulement de 0,10 m.

Pendant UN DELAI D'UN AN, le pétitionnaire sera tenu d'entretenir la tranchée en parfait état. Si en particulier des tassements venaient à se produire, ils seraient immédiatement repris, par ses soins, aux enrobés à chaud, ou au béton.

#### **Passage sous accotements**

Si la tranchée est située à moins UN METRE (1 m) de distance de la chaussée, elle sera entièrement remblayée à la ponce, par couche de 0,20 m parfaitement compactée.

Dans tous les cas, l'accotement sera reconstitué de manière que soit rétablie la pente naturelle permettant le libre écoulement des eaux de ruissellement de la chaussée vers le fossé.

#### **Présence de fossés ou d'ouvrages hydrauliques**

Les fossés en terre ou en béton et les **têtes d'ouvrages éventuellement détériorés seront immédiatement rétablis dans leur état primitif.**

Collectivité  
Territoriale  
de Martinique

CONSEIL GÉNÉRAL MARTINIQUE  
COPIE CONFORME

REPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Fort-de-France, le

ARRETE N° AR 05 09. 16 - 1 7 6 6 -

PORTANT AUTORISATION D'EXECUTION DE TRAVAUX DE REPARATION DE CONDUITES SOUTERRAINES SUR LA ROUTE DEPARTEMENTALE 2 DU POINT REPERE 16+000 AU POINT REPERE 16+200 – COTE DROIT – QUARTIER TARTANE – SUR LE TERRITOIRE DE LA VILLE DE TRINITE

LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles, L 7211-1 et L 7224-16

Vu le code de la route et notamment les articles R 411-25 et L 411-6,

Vu le code de la voirie routière et notamment les articles L 113-1, L 131-3 et R 113-1,

Vu le code pénal et notamment l'article R 610-5,

Vu le code des relations entre le public et l'administration,

Vu l'arrêté n° 84-0066 du 11 Janvier 1984 réglementant l'occupation du domaine public routier départemental

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée,

Vu la délibération de l'assemblée de Martinique n° 15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, en qualité de président de l'assemblée de Martinique,

Vu la délibération de l'assemblée de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, en qualité de président du conseil exécutif de Martinique,

Vu la lettre du pétitionnaire, la société **ORANGE CARAIBES – Unité Réseaux Clients - quartier Grand Case – Route du Vert-Pré – 97232 LE LAMENTIN**, sollicitant l'autorisation d'exécuter les travaux cités en objet.

Vu les délibérations CP/780-13 du 05 décembre 2013 et CP/151-15 du 02 mars 2015 portant approbation du barème des redevances pour les occupations privatives du domaine public routier départemental et conformément aux articles L 7211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

Vu l'état des lieux dressé le 18 juillet 2016

Sur proposition de Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de l'Équipement et de l'Eau.

HOTEL DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE  
CS 30137 - 97201 FORT DE FRANCE CEDEX  
Téléphone 05.96.59.63.00 - Télécopie 05.96.72.68.10

**ARRETE:**

**ARTICLE 1er : Autorisation**

La société **ORANGE CARAIBES – URC Caraïbes – Route du Vert-Pré – 97232 LE LAMENTIN**, est autorisée, suite à sa demande, à procéder aux travaux visés ci-dessus sur la **route départementale 2 du PR 16+000 au PR 16+200 – côté droit - quartier Tartane - sur le territoire de la ville de LA TRINITE**, pour lesquels elle a sollicité une autorisation, à charge pour elle de se conformer aux dispositions du règlement énoncé ci-dessus et aux conditions spéciales développées ci-après.

**ARTICLE 2 : Durée de l'autorisation**

Cette autorisation est accordée à titre précaire et révocable sans qu'il puisse en résulter pour le bénéficiaire de droit à indemnité en cas de retrait anticipé. Elle pourra être renouvelée sur demande (lettre recommandée/accusé de réception).

Toute modification de l'ouvrage autorisé nécessitera le dépôt d'une nouvelle demande expresse d'autorisation.

Les travaux d'implantation devront être réalisés dans un délai de 4 mois sous peine de retrait de cette autorisation.

En effet, cette autorisation sera périmée de plein droit s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai.

En cas de retrait anticipé de son autorisation, l'occupation cessera de plein droit et le permissionnaire sera tenu de remettre les lieux en état primitif dans le délai d'un mois à dater de la notification de l'arrêté de retrait précité ou de la date d'expiration de la permission. Passé ce délai, en cas d'inobservation de cette prescription, un procès-verbal sera dressé et le travail exécuté d'office aux frais du pétitionnaire.

**ARTICLE 3 : Conditions d'exécution de l'autorisation et des travaux**

L'exécution des travaux sera conforme aux prescriptions techniques définies dans la fiche n° 1 annexée au présent arrêté.

**ARTICLE 4 : Signalisation de chantier**

Le pétitionnaire devra respecter les dispositions énoncées au chapitre B de la fiche n° 1 annexée au présent arrêté.

**ARTICLE 5 : Remise en état des lieux**

La remise en état de la chaussée et de ses dépendances sera entièrement à la charge du pétitionnaire et devra se faire dès l'achèvement des travaux, le revêtement étant immédiatement reconstitué après exécution du corps de la chaussée selon les prescriptions figurant dans la fiche n° 1 annexée au présent arrêté.

**ARTICLE 6 : Responsabilité du pétitionnaire.**

Le pétitionnaire sera responsable pendant 2 ans des incidents ou accidents de toute nature qui pourraient résulter de son chantier. Il ne pourra exercer aucun recours contre la collectivité territoriale de Martinique en raison des dommages qui pourraient résulter, pour son installation, soit du fait de la circulation, soit du fait de l'état de la chaussée, des accotements ou tous autres ouvrages publics, soit enfin du fait des travaux exécutés sur le domaine public dans l'intérêt de celui-ci ou de la sécurité publique.

Lés droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

En outre, le pétitionnaire prendra à sa charge toute responsabilité résultant des dégâts causés :

- aux ouvrages existants
- aux riverains
- aux autres permissionnaires
- aux divers concessionnaires.

**ARTICLE 7 : Conditions financières**

Cette autorisation est délivrée à titre gratuit.

**ARTICLE 8 : Récolement**

Dans un délai de trois mois à compter de la date d'achèvement des travaux, l'occupant devra déposer à la Direction Générale Adjointe chargée de l'Équipement et de l'Eau, le plan de récolement à l'échelle 1/500 certifié exact par ses soins.

**ARTICLE 9 : Poursuite et répression des infractions**

La constatation et la poursuite des infractions au présent arrêté seront effectuées conformément aux lois et règlements en vigueur à l'article R 116-2 du Code de la Voirie Routière.



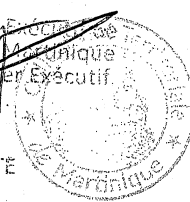
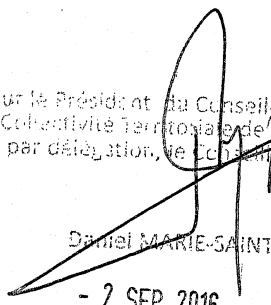
**ARTICLE 10 :**

Le Directeur Général des Services de la Collectivité Territoriale de Martinique, le Payeur Territorial, le Commandant du groupement de gendarmerie de la Martinique, le Maire de la Ville de LA TRINITE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Une ampliation sera adressée au pétitionnaire, au Commandant du groupement de gendarmerie de la Martinique, au Maire de la Ville de LA TRINITE.

Le Président du Conseil Exécutif

Pour le Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique et par délégation, le Conseiller Exécutif



Daniel MARIE-SAINTÉ  
- 2 SEP. 2016

**RECOLEMENT**

Le Représentant de la Direction des Infrastructures et de l'Eau

Soussigné, certifie que le bénéficiaire :

**Société ORANGE CARAIBES**

**URC Caraïbes  
Route du Vert-Pré  
97232 LE LAMENTIN**

s'est conformé aux prescriptions du présent arrêté

Fait le \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_

Signature du Responsable

## **ANNEXE**

### **Fiche n° 1**

#### **PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES**

#### **POUR L'EXECUTION DE TRAVERSEES DE CHAUSSEES SOUS ACCOTEMENT**

##### **A - MESURES PREALABLES**

Une reconnaissance préalable d'itinéraire devra être organisée avec le représentant de la Direction des Infrastructures et de l'Eau afin de dresser l'état des lieux et de relever les problèmes particuliers (circulation ou autre...)

L'implantation sera donnée sur place par le représentant de la Direction des Infrastructures et de l'Eau.

Le bénéficiaire informera la Direction des Infrastructures et de l'Eau du début des travaux au moins 8 jours ouvrables avant l'ouverture du chantier.

Le pétitionnaire est mis dans l'obligation d'avertir, avant le commencement des travaux, l'E.D.F, France Télécom, les Services des Eaux, les services gestionnaires d'assainissement ainsi que les propriétaires de canalisations privées de manière à s'assurer de la présence éventuelle de canalisation souterraine à proximité des travaux qu'il doit entreprendre.

##### **B - SIGNALISATION DE CHANTIER**

Le pétitionnaire prendra toutes dispositions pour signaler le chantier de jour comme de nuit. Cette signalisation devra être conforme aux prescriptions réglementaires et respecter les dispositions particulières suivantes :

Toutes les tranchées devront être refermées la nuit. Il pourra être dérogé à cette règle pour les tranchées longitudinales qui seront alors défendues, signalées et éclairées pendant la nuit.

En cas de nécessité, l'alternat de circulation sera assuré par des feux tricolores par sens unique alterné, ou par deux agents munis de palettes K 10 et de boudriers rétroréfléctorisants.

L'ouverture de tranchées devra laisser constamment une demi-largeur de chaussée ouverte à la circulation, sauf conditions particulières qui pourront faire l'objet de dérogation.

##### **C - EXECUTION DES TRANCHEES**

Préalablement à l'exécution des tranchées, le revêtement et la structure de la chaussée seront découpés à la bêche pneumatique ou à la scie diamantée.

Les tranchées seront réalisées à la trancheuse.

Les conduites ou canalisations seront posées obligatoirement dans une gaine de protection sur la longueur de la traversée, de manière que le remplacement éventuel et l'entretien puissent être faits sans ouverture de tranchée sous la chaussée.

Les conduites ou canalisations doivent être posées, sauf dérogation mentionnée dans le titre ou l'accord d'occupation, de façon que la distance entre la génératrice supérieure de la conduite ou de sa gaine et la surface au sol soit au minimum de 0,80 m.

En cas de chaussée rigide ou de sol résistant, les terrassements seront impérativement préparés au marteau piqueur ou au brise-roche. L'attaque directe au godet de pelle sera interdite.

Les tranchées longitudinales ne doivent être ouvertes qu'au fur et à mesure de la réalisation des ouvrages. L'autorisation d'entreprendre les travaux fixe la longueur maximale de la tranchée susceptible de rester ouverte en cours de chantier.

Lorsque la largeur de l'accotement ou des dépendances est insuffisante, l'occupation de la chaussée pour l'immobilisation des véhicules et appareils de chantier n'est possible qu'à condition d'être expressément autorisée.

Tous les matériaux extraits seront évacués au fur et à mesure de leur extraction sans stockage sur la chaussée. Les déblais pouvant être utilisés en remblais seront mis en œuvre immédiatement sans stockage intermédiaire.

La fabrication des bétons, mortiers, grave traitée ou autre matériaux est interdite sur toute partie revêtue de la chaussée et de ses dépendances.

#### **D - REMBLAYAGE DES TRANCHEES**

Le remblayage des tranchées sera réalisé par du béton auto-compactant.

L'utilisation d'engins dont les chenilles et/ou les systèmes de stabilisation ne sont pas équipés de dispositifs appropriés destinés à éviter toute dégradation de la chaussée, est interdite.

L'accotement sera rétabli à l'identique.

Les ouvrages d'assainissement ainsi que les fossés seront maintenus en état de fonctionnement et seront reconstitués dans leur état antérieur. Il en va de même pour tout équipement annexe à la route.

En cas d'implantation de la tranchée à moins de 0,50 m des bords de chaussée, ou à moins de 1,00 m d'une tranchée existante ou si une ou plusieurs tranchées aboutissent à une occupation égale ou supérieure à 50 % de la largeur d'une voie, une concertation sera engagée entre le gestionnaire de la voirie et l'occupant pour concevoir une réfection de revêtement homogène. L'occupant conserve la charge de la reprise de revêtement dans l'emprise le concernant.

#### **E - REMISE EN ETAT DES LIEUX**

La reconstitution de la structure de chaussée devra s'effectuer selon le revêtement de la façon suivante :

- 0,45 m de sable ou ponce pour couche de fondation ;
- 0,20 m de béton Q350 pour couche de base et de surface

**Chaussée béton :**

- 25 cm de béton Q350 pour couche de base et de surface

**Chaussée en enrobés**

- 0,06 m d'enrobés denses à chaud : BBQ/14 pour couche de surface
- la reprise de la couche de roulement se fera sur une largeur de 1,00 m, soit 50 cm de part et d'autre de l'axe de la tranchée.
- Le rabotage se fera sur une profondeur de 0,06 m
- La couche d'accrochage sera au bitume modifié pour le collage de la couche de roulement.
- Le répandage des enrobés devra être effectués par un finisseur.
- La technique de mise en œuvre des enrobés devra permettre d'assurer la conformité en altimétrie et en uni.
- L'entreprise devra fournir tous les résultats de contrôle demandés par le gestionnaire de la voirie.

**Pendant UN DELAI D'UN AN, le pétitionnaire sera tenu d'entretenir la tranchée en parfait état. Si en particulier des tassements venaient à se produire, ils seraient immédiatement repris, par ses soins, aux enrobés à chaud, ou au béton.**

Accotement : Si la tranchée est située à moins d'un mètre (1 m) de distance de la chaussée, elle sera entièrement remblayée à la ponce, par couche de 0,20 m parfaitement compactée. Au-delà d'un mètre et dans les mêmes conditions de compactage, la tranchée pourra être entièrement ou partiellement remblayée avec les terres provenant du remblai si ces matériaux sont réutilisables.

Dans la négative, le remblaiement s'effectuera à la ponce.

Dans tous les cas, l'accotement sera reconstitué de manière que soit rétablie la pente naturelle permettant le libre écoulement des eaux de ruissellement de la chaussée vers le fossé.

**Présence de fossés ou d'ouvrages hydrauliques**

**Les fossés en terre ou en béton et les têtes d'ouvrages éventuellement détériorés seront immédiatement rétablis dans leur état primitif.**

Collectivité  
Territoriale  
de Martinique

CONSEIL GÉNÉRAL MARTINIQUE  
**COPIE CONFORME**

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

**ARRETE AR 05 09. 16 - 1 7 6 7 -**

**PORTANT REGLEMENTATION TEMPORAIRE DE LA CIRCULATION  
SUR LA ROUTE DEPARTEMENTALE 2 DU PR 16+000 AU PR 16+200 – COTE DROIT  
QUARTIER TARTANE  
SUR LE TERRITOIRE DE LA VILLE DE LA TRINITE**

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF,**

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment les articles, L 7211-1 et L 7224-16

**Vu** le code de la route et notamment les articles R 411-25 et L 411-6,

**Vu** le code de la voirie routière et notamment les articles L 113-1, L 131-3 et R 113-1,

**Vu** le code pénal et notamment l'article R 610-5,

**Vu** le code des relations entre le public et l'administration,

**Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée,

**Vu** la délibération de l'assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, en qualité de Président de l'Assemblée de Martinique,

**Vu** la délibération de l'assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, en qualité de Président du Conseil Exécutif de Martinique,

**Vu** la demande en date du 8 août 2016 de l'entreprise CONTRUCTEL TELECOMMUNICATIONS, intervenant pour le compte de la Société ORANGE CARAIBES,

**Vu** l'arrêté n° \_\_\_\_\_ en date \_\_\_\_\_ délivré à la Société ORANGE CARAIBES,

**Considérant** la nécessité de réglementer la circulation pour assurer la sécurité des usagers pendant les travaux de réparation de conduites souterraines sur la route départementale 2 du PR 16+000 au PR 16+200 – côté droit – quartier Tartane, sur le territoire de la ville de La Trinité.

**Considérant** l'obligation de modifier les conditions de circulation au droit des travaux pour tous les usagers de la route,

**SUR** proposition de Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de l'Équipement et de l'Eau,

-1-

## ARRETE

### ARTICLE 1 :

En raison des travaux de réparation de conduites souterraines, la circulation sera réglementée du 29 août au 15 septembre 2016, de 8h00 à 13h00, sur la route départementale 2 du PR 16+000 au PR 16+200 – côté droit – quartier Tartane, sur le territoire de la ville de La Trinité.

### ARTICLE 2 :

La circulation sera alternée par des feux tricolores pendant toute la durée des travaux.

La vitesse sera limitée à 50 km/heure dans l'emprise du chantier, jusqu'au rétablissement des conditions normales de circulation.

L'entreprise CONSTRUCTEL TELECOMMUNICATIONS devra, sous contrôle de la Société ORANGE CARAIBES, prendre toutes les dispositions afin de faciliter la circulation et assurer la sécurité des usagers de la route départementale 2.

### ARTICLE 3 :

La mise en place, l'entretien et la dépose de la signalisation réglementaire de chantier seront assurés par l'entreprise CONSTRUCTEL TELECOMMUNICATIONS en charge des travaux, ainsi que le maintien en bon état de la chaussée pendant toute la durée du chantier.

L'entreprise CONSTRUCTEL TELECOMMUNICATIONS devra procéder à la remise en état des lieux dès la fin des travaux.


### ARTICLE 4 :

Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux règlements en vigueur.

### ARTICLE 5 :

Le Directeur Général des Services de la Collectivité Territoriale de Martinique  
Le Maire de la ville de LA TRINITE,  
Le Commandant du Groupement de Gendarmerie de la Martinique  
Le Président de la Communauté d'Agglomération du Pays Nord Martinique (CAP NORD),  
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution et de l'application du présent arrêté.

Une ampliation sera adressée au Maire de la ville de LA TRINITE, au Commandant du Groupement de Gendarmerie de la Martinique, au Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours, au Responsable du SAMU, au Président de la Communauté d'Agglomération du Pays Nord Martinique (CAP NORD).

Pour le Président du Conseil-Exécutif  
de la Collectivité Territoriale de Martinique  
et par délégation, le Conseiller-Exécutif  
  
Daniel MARIE-SAINTÉ  
- 2 SEP. 2016

-2-

Collectivité  
Territoriale  
de Martinique

CONSEIL GÉNÉRAL MARTINIQUE  
COPIE CONFORME

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

REPUBLIQUE FRANCAISE  
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Fort-de-France, le **AR 08 09. 16 - 1 7 8 6 -**

**PORTANT AUTORISATION D'EXECUTION DE TRAVAUX DE POSE DE CONDUITES MULTIPLES ET D'IMPLANTATIONS  
D'ARMOIRE DE SOUS REPARTITION SUR LES ROUTES DEPARTEMENTALES CI-APRES :**

**RD 13 - PR 0+500 et PR 1+100 – RD 40 PR 0+400 AU QUARTIER CHATEAUBOEUF – VILLE DE FORT DE FRANCE**  
**RD 48 – PR 3+100 AU QUARTIER MOUTTE – VILLE DE FORT DE FRANCE**

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF,**

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment les articles, L 7211-1 et L 7224-16

**Vu** le code de la route et notamment les articles R 411-25 et L 411-6,

**Vu** le code de la voirie routière et notamment les articles L 113-1, L 131-3 et R 113-1,

**Vu** le code pénal et notamment l'article R 610-5,

**Vu** le code des relations entre le public et l'administration,

**Vu** l'arrêté n° 84-0066 du 11 Janvier 1984 réglementant l'occupation du domaine public routier départemental

**Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée,

**Vu** la délibération de l'assemblée de Martinique n° 15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, en qualité de président de l'assemblée de Martinique,

**Vu** la délibération de l'assemblée de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, en qualité de président du conseil exécutif de Martinique,

**Vu** la lettre du pétitionnaire, **Société ORANGE – URCC Caraïbes** Route du Vert Pré – BP 604 97232 Lamentin, sollicitant l'autorisation d'exécuter les travaux cités en objet.

**Vu** les délibérations CP/780-13 du 05 décembre 2013 et CP/151-15 du 02 mars 2015 portant approbation du barème des redevances pour les occupations privatives du domaine public routier départemental et conformément aux articles L 7211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** l'état des lieux dressé les 07 juillet et 05 août 2016,

**Sur proposition de Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de l'Équipement et de l'Eau,**

## **ARRETE :**

### **ARTICLE 1er : Autorisation**

La Société ORANGE – URCC Caraïbes Route du Vert Pré – BP 604 97232 Lamentin, est autorisée suite à ses demandes en date du 27 avril, 13 juin et 01 août 2016, à procéder aux travaux de pose de conduites multiples et d'implantations d'armoire de sous répartition sur la route départementale 13 aux PR 0+500 et 1+100, la route départementale 40 au PR 0+400 au quartier Chateauboeuf et sur la route départementale 48 au PR 3+100 au quartier Moutte sur le territoire de la ville de Fort de France, à charge pour elle de se conformer aux dispositions du règlement énoncé ci-dessus et aux conditions spéciales développées ci-après.

### **ARTICLE 2 : Durée de l'autorisation**

Cette autorisation est accordée à titre précaire et révocable sans qu'il puisse en résulter pour le bénéficiaire de droit à indemnité en cas de retrait anticipé. Elle pourra être renouvelée sur demande (lettre recommandée/accusé de réception).

Toute modification de l'ouvrage autorisé nécessitera le dépôt d'une nouvelle demande expresse d'autorisation.

Les travaux d'implantation devront être réalisés dans un délai de 4 mois sous peine de retrait de cette autorisation.

En effet, cette autorisation sera périmée de plein droit s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai.

En cas de retrait anticipé de son autorisation, l'occupation cessera de plein droit et le permissionnaire sera tenu de remettre les lieux en état primitif dans le délai d'un mois à dater de la notification de l'arrêté de retrait précité ou de la date d'expiration de la permission. Passé ce délai, en cas d'inobservation de cette prescription, un procès-verbal sera dressé et le travail exécuté d'office aux frais du pétitionnaire.

### **ARTICLE 3 : Conditions d'exécution de l'autorisation et des travaux**

L'exécution des travaux sera conforme aux prescriptions techniques définies dans la fiche n° 1 annexée au présent arrêté.

### **ARTICLE 4 : Signalisation de chantier**

Le pétitionnaire devra respecter les dispositions énoncées au chapitre B de la fiche n° 1 annexée au présent arrêté.



**ARTICLE 5 : Remise en état des lieux**

La remise en état de la chaussée et de ses dépendances sera entièrement à la charge du pétitionnaire et devra se faire dès l'achèvement des travaux, le revêtement étant immédiatement reconstitué après exécution du corps de la chaussée selon les prescriptions figurant dans la fiche n° 1 annexée au présent arrêté.

**ARTICLE 6 : Responsabilité du pétitionnaire.**

Le pétitionnaire sera responsable pendant 2 ans des incidents ou accidents de toute nature qui pourraient résulter de son chantier. Il ne pourra exercer aucun recours contre la collectivité territoriale de Martinique en raison des dommages qui pourraient résulter, pour son installation, soit du fait de la circulation, soit du fait de l'état de la chaussée, des accotements ou tous autres ouvrages publics, soit enfin du fait des travaux exécutés sur le domaine public dans l'intérêt de celui-ci ou de la sécurité publique.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

En outre, le pétitionnaire prendra à sa charge toute responsabilité résultant des dégâts causés :

- aux ouvrages existants
- aux riverains
- aux autres permissionnaires
- aux divers concessionnaires.

**ARTICLE 7 : Conditions financières**

En application des délibérations CP/780-13 du jeudi 05 décembre 2013 et CP/151-15 du 02 mars 2015 approuvant le barème des redevances pour l'occupation du domaine routier départemental (Commission Permanente, séances des 05/12/2013 et 02/03/2015) le montant de la redevance à percevoir pour les travaux autorisés ci-dessus s'élève à **543,03 €** correspondant à un droit variable de **540,00 €** (4 armoires) et de **3,03 €** (4 conduites de fibre optique) conformément à l'annexe jointe à l'arrêté.

**ARTICLE 8 : Récolement**

Dans un délai de trois mois à compter de la date d'achèvement des travaux, l'occupant devra déposer à la Direction Générale Adjointe chargée de l'Équipement et de l'Eau, le plan de récolement à l'échelle 1/500 certifié exact par ses soins.

**ARTICLE 9 : Poursuite et répression des infractions**

La constatation et la poursuite des infractions au présent arrêté seront effectuées conformément aux lois et règlements en vigueur à l'article R 116-2 du Code de la Voirie Routière.

**ARTICLE 10 :**

Le Directeur Général des Services de la Collectivité Territoriale de Martinique, le Payeur Territorial, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Maire de la Ville de Fort de France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Une ampliation sera envoyée au pétitionnaire, au Directeur Départemental de la Sécurité Publique, au Maire de la Ville de Fort de France.

Le Président du Conseil Exécutif

Pour le Président du Conseil Exécutif de  
la Collectivité Territoriale de Martinique  
et par délégation, le Conseiller Exécutif

Daniel MARIE-SAINTE

- 2 SEP. 2016

**RECOLEMENT**

Le Représentant de la Direction des Infrastructures et de l'Eau

Soussigné, certifie que le bénéficiaire :

**SOCIETE ORANGE**  
**URCC Caraïbes Route du Vert Pré**  
**BP 604**  
**97232 LAMENTIN**

S'est conformé aux prescriptions du présent arrêté

Fait le

à

Signature du Responsable

**ANNEXE**

**Fiche n° 1**

**PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIÈRES POUR LES TRAVAUX  
TRAVAUX DE POSE DE CONDUITES MULTIPLES ET D'IMPLANTATIONS D'ARMOIRE  
DE SOUS REPARTITION**

**A - MESURES PRÉALABLES**

Une reconnaissance préalable d'itinéraire devra être organisée avec le représentant de la Direction des Infrastructures et de l'Eau afin de dresser l'état des lieux et de relever les problèmes particuliers (circulation ou autre...)

L'implantation sera donnée sur place par le représentant de la Direction des Infrastructures et de l'Eau.

Le bénéficiaire informera la Direction des Infrastructures et de l'Eau du début des travaux au moins 8 jours ouvrables avant l'ouverture du chantier.

Le pétitionnaire est mis dans l'obligation d'avertir, avant le commencement des travaux, l'E.D.F, les Services des Eaux, les services gestionnaires d'assainissement ainsi que les propriétaires de canalisations privées de manière à s'assurer de la présence éventuelle de canalisation souterraine à proximité des travaux qu'il doit entreprendre.

**B - SIGNALISATION DE CHANTIER**

Le pétitionnaire prendra toutes dispositions pour signaler le chantier de jour comme de nuit. Cette signalisation devra être conforme aux prescriptions réglementaires et respecter les dispositions particulières suivantes :

Toutes les tranchées devront être refermées la nuit. Il pourra être dérogé à cette règle pour les tranchées longitudinales qui seront alors défendues, signalées et éclairées pendant la nuit.

En cas de nécessité, l'alternat de circulation sera assuré par des feux tricolores par sens unique alterné, ou par deux agents munis de palettes K 10 et de boudriers rétroréfléctorisants.

L'ouverture de tranchées devra laisser constamment une demi-largeur de chaussée ouverte à la circulation, sauf conditions particulières qui pourront faire l'objet de dérogation.

**C - EXECUTION DES TRANCHEES**

Préalablement à l'exécution des tranchées, le revêtement et la structure de la chaussée seront découpés à la bêche pneumatique ou à la scie diamantée.

Les tranchées pourront être réalisées à la trancheuse, sinon devront respecter une largeur constante de 0,50 m et une profondeur minimum 1,00 m.

Les conduites ou canalisations seront posées obligatoirement dans une gaine de protection sur la longueur de la traversée, de manière que le remplacement éventuel et l'entretien puissent être faits sans ouverture de tranchée sous la chaussée.

Les canalisations ou conduites doivent être posées, sauf dérogation mentionnée dans le titre ou l'accord d'occupation, de façon que la distance entre la génératrice supérieure de la conduite ou de sa gaine et la surface au sol soit au minimum de 0,80 m.

En cas de chaussée rigide ou de sol résistant, les terrassements seront impérativement préparés au marteau piqueur ou au brise roche. L'attaque directe au godet de pelle sera interdite.

Les tranchées longitudinales ne doivent être ouvertes qu'au fur et à mesure de la réalisation des ouvrages. L'autorisation d'entreprendre les travaux fixe la longueur maximale de la tranchée susceptible de rester ouverte en cours de chantier.

Lorsque la largeur de l'accotement ou des dépendances est insuffisante, l'occupation de la chaussée pour l'immobilisation des véhicules et appareils de chantier n'est possible qu'à condition d'être expressément autorisée.

Tous les matériaux extraits seront évacués au fur et à mesure de leur extraction sans stockage sur la chaussée. Les déblais pouvant être utilisés en remblais seront mis en oeuvre immédiatement sans stockage intermédiaire.

La fabrication des bétons, mortiers, grave traitée ou autre matériaux est interdite sur toute partie revêtue de la chaussée et de ses dépendances.

#### **D - REMBLAYAGE DES TRANCHEES**

Les conditions de remblayage des tranchées et de réfection des corps de chaussée sont définies ci-après :

Les matériaux de remblayage seront, sauf réutilisation autorisée des déblais, des extraits de gisements naturels ou des produits de carrière. Ils doivent être exempts d'argiles et permettre de réaliser un remblai plein non plastique et incompressible.

Les remblais, (y compris les remblais provisoires) en graves seront mis en oeuvre par couches successives, 0,20 m maximum.

Dans le cas où le compactage de la zone de remblaiement n'est pas possible, le remblayage des fouilles sous chaussées et à moins d'un mètre du bord de chaussée sous accotement ou sous trottoirs, se fait en béton dosé à 250 kg.

L'utilisation d'engins dont les chenilles et/ou les systèmes de stabilisation ne sont pas équipés de dispositifs appropriés destinés à éviter toute dégradation de la chaussée, est interdite.

L'accotement sera rétabli à l'identique.

Les ouvrages d'assainissement ainsi que les fossés seront maintenus en état de fonctionnement et seront reconstitués dans leur état antérieur. Il en va de même pour tout équipement annexe à la route.

En cas d'implantation de la tranchée à moins de 0,50 m des bords de chaussée, ou à moins de 1,00 m d'une tranchée existante ou si une ou plusieurs tranchées aboutissent à une occupation égale ou supérieure à 50 % de la largeur d'une voie, une concertation sera engagée entre le gestionnaire de la voirie et l'occupant pour concevoir une réfection de revêtement homogène. L'occupant conserve la charge de la reprise de revêtement dans l'emprise le concernant.

#### **E – IMPLANTATION D'ARMOIRES ELECTRIQUES**

L'implantation des armoires se fera dans la limite du domaine public comme suit : 10 ml/axe RD 13 PR 0+500, 5 ml/axe RD 13 PR 1+100, 5 ml/axe RD 40 PR 0+400, 6 ml/axe RD 48 PR 3+100.

#### **F - REMISE EN ETAT DES LIEUX**

La reconstitution de la structure de chaussée devra s'effectuer selon le revêtement de la façon suivante :

- 0,45 m de sable ou ponce pour couche de fondation ;
- 0,20 m de béton Q 350 pour couche de base ;
- 0,06 m d'enrobés denses à chaud : BB0/14 pour couche de surface  
ou
- 0,25 m de béton Q350 pour couche de base et de surface

Pendant UN DELAI D'UN AN, le pétitionnaire sera tenu d'entretenir la tranchée en parfait état. Si en particulier des tassements venaient à se produire, ils seraient immédiatement repris, par ses soins, aux enrobés à chaud, ou au béton.

##### Passage sous accotements ou trottoirs

##### Trottoirs :

Ils seront sans délai reconstitués dans leur état primitif.

##### Accotement :

Si la tranchée est située à moins UN METRE (1 m) de distance de la chaussée, elle sera entièrement remblayée à la ponce, par couche de 0,20 m parfaitement compactée.

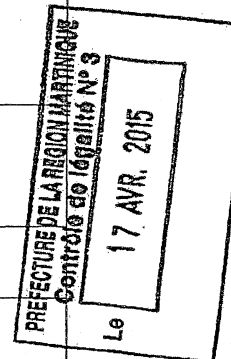
Dans tous les cas, l'accotement sera reconstitué de manière que soit rétablie la pente naturelle permettant le libre écoulement des eaux de ruissellement de la chaussée vers le fossé.

##### Présence de fossés ou d'ouvrages hydrauliques

Les fossés en terre ou en béton et les têtes d'ouvrages éventuellement détériorés seront immédiatement rétablis dans leur état primitif.

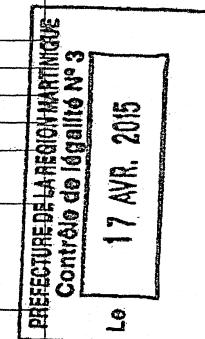
**PRESCRIPTIONS FINANCIERES APPLICABLES AUX OCCUPATIONS DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER DEPARTEMENTAL**  
**MONTANT DES DROITS FIXES ET REDEVANCES AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2014**

| PERMISSION DE VOIRIE                                                                                       | DROIT FIXE<br>(Frais<br>d'instruction et<br>d'établissement) | REDEVANCE                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Ouvrages liés aux services publics de distribution d'eau (hors branchements individuels)<br>• Particuliers | 26,00 €                                                      | Montant maximum fixé par Décret n° 2009 -1683 du 30/12/2009<br>• 0,03 € le mètre linéaire /an<br>• 2,00 € par m2 d'emprise au sol /an pour les ouvrages bâtis non linéaire<br>• 9,09 € ml/an                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| Ouvrages liés aux services publics d'assainissement (hors branchements individuels)<br>• Particuliers      | 26,00 €                                                      | Montant maximum fixé par Décret n° 2009 -1683 du 30/12/2009<br>• 0,03 € le mètre linéaire /an<br>• 2,00 € par m2 d'emprise au sol /an pour les ouvrages bâtis non linéaire<br>• 2,88 € ml/an                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| Opérateurs de télécommunications (Fibre Optique)                                                           | Frais inclus dans le montant de la redevance annuelle        | Montant maximum fixé par Décret n° 2005 -1676 du 27/12/2005<br>• 0,03 € le mètre linéaire /an/artères utilisant le sol ou le sous-sol                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| Pipelines d'intérêt général destinés au transport d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés                    | Frais inclus dans le montant de la redevance annuelle        | Montant maximum fixé par l'arrêté BUDL0500261A du 22/12/2005<br>• 0,89 € le mètre linéaire /an si le diamètre du pipeline est inférieur à 350 mm<br>• 1,26 € le mètre linéaire /an si le diamètre du pipeline entre 350 mm et 700 mm<br>• 1,94 € le mètre linéaire /an si le diamètre du pipeline est compris entre 701 mm et 1050 mm<br>• 2,45 € le mètre linéaire /an si le diamètre du pipeline est supérieur à 1050 mm                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| Accès                                                                                                      | 26,00 €                                                      | <p>♦ <u>Création ou modification d'accès (ou changement de bénéficiaire):</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>Toutes catégories d'accès</u> : 15,00€/an pour les accès inférieurs à 4 mètres, quelle que soit la destination.</li> <li>• <u>Accès pour usage agricole ou de desserte d'une habitation</u> : <ul style="list-style-type: none"> <li>- 50,00 €/an pour les accès compris entre 4 et 8 mètres.</li> <li>- 100,00/an € pour les accès supérieurs à 8 mètres.</li> </ul> </li> <li>• <u>Accès pour desserte d'une activité commerciale ou d'un lotissement</u> : <ul style="list-style-type: none"> <li>- 200,00 €/an pour les accès compris entre 7 et 8 mètres.</li> <li>- 500,00 €/an pour les accès supérieurs à 8 mètres.</li> </ul> </li> </ul> <p>♦ <u>Utilisation d'un accès existant dans le cadre d'un lotissement</u> : 15,00 €/an</p> <p>Lorsque le Département, dans le cadre de travaux effectués pour son compte et pour répondre à ses besoins propres aménage ou reconstruit l'accès d'un riverain sur une Route Départementale, aucune prescription financière ne sera exigée.</p> |



**PRESCRIPTIONS FINANCIERES APPLICABLES AUX OCCUPATIONS DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER DEPARTEMENTAL**  
**MONTANT DES DROITS FIXES ET REDEVANCES AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2014**

| PERMISSION DE VOIRIE                                                    | DROIT FIXE<br>(Frais d'instruction<br>et d'établissement) | REDEVANCE                                                                |
|-------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------|
| <b>Distributeurs de carburant<br/>(installations occupants le DPRD)</b> |                                                           |                                                                          |
| .de 0 à 1 000 U.V.P./jour                                               | 26,00 €                                                   | 97,00 €/pompe/an                                                         |
| .de 1 001 à 5 000 U.V.P./jour                                           | 26,00 €                                                   | 193,00 €/pompe/an                                                        |
| .de 5 001 à 10 000 U.V.P./jour                                          | 26,00 €                                                   | 290,00 €/pompe/an                                                        |
| .de 10 001 à 40 000 U.V.P./jour                                         | 26,00 €                                                   | 382,00 €/pompe/an                                                        |
| .Supérieur à 40 001 U.V.P./jour                                         | 26,00 €                                                   | 579,00 €/pompe/an                                                        |
| <b>Opérateurs de télécommunication</b>                                  |                                                           | Montant fixé par le décret n° 2005 -1676 du 27/12/ 2005                  |
| • Câble aérien                                                          | 26,00 €                                                   | 54,00€/km/an                                                             |
| • Câble enterré                                                         |                                                           | 40,00€/km/an                                                             |
| <b>Installations radioélectriques :</b>                                 |                                                           | Montants non plafonnés                                                   |
| Pylônes                                                                 | EXONERATION                                               | 369,00 € l'unité/an                                                      |
| Antennes de téléphone, mobile                                           | EXONERATION                                               | 185,00 € l'unité/an                                                      |
| Armoire technique                                                       | EXONERATION                                               | 27,00 m2/an                                                              |
| Armoires sous répartiteur                                               | EXONERATION                                               | Montant fixé par le décret n° 2005 -1676 du 27/12/ 2005<br>27,00 € m2/an |
| <b>Câble enterré électrique</b>                                         |                                                           | Montant fixé par le décret n° 2002- 409 du 26/03/ 2002                   |
| • Particuliers                                                          | 26,00 €                                                   | 54,00 € km/an                                                            |
| • Concessionnaires                                                      |                                                           |                                                                          |
| <b>Survol par :</b>                                                     |                                                           | Montant fixé par le décret n° 2002- 409 du 26/03/ 2002                   |
| <b>Câble électrique aérien</b>                                          |                                                           |                                                                          |
| • Particuliers                                                          | 26,00 €                                                   | 54,00 € km/an                                                            |
| • Concessionnaires et opérateurs privés                                 |                                                           |                                                                          |
| <b>Dépôts de toute nature</b>                                           |                                                           |                                                                          |
| • Particuliers                                                          | 26,00 €                                                   | 6,00 €/m2/mois                                                           |
| • Entreprises                                                           |                                                           | 29,00 €/m2/mois                                                          |
| <b>Emplacement pour panneaux publicitaires</b>                          | 26,00 €                                                   | 1 000,00 €/an                                                            |
| <b>Points de vente saisonniers<br/>avec emprise</b>                     | 26,00 €                                                   | 3€/m2 occupé par mois                                                    |
| <b>Canalisation d'eaux pluviales</b>                                    | EXONERATION                                               | EXONERATION DE REDEVANCE                                                 |
| <b>Mobilier urbain</b>                                                  | EXONERATION                                               | EXONERATION DE REDEVANCE                                                 |
| <b>Equipements de sécurité</b>                                          | EXONERATION                                               | EXONERATION DE REDEVANCE                                                 |
| <b>Réseau d'éclairage public</b>                                        | EXONERATION                                               | EXONERATION DE REDEVANCE                                                 |
| <b>Accès aux équipements publics</b>                                    | EXONERATION                                               | EXONERATION DE REDEVANCE                                                 |



Collectivité  
Territoriale  
de Martinique

REPUBLIQUE FRANCAISE  
LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE

CONSEIL GÉNÉRAL MARTINIQUE  
**COPIE CONFORME**

Fort-de-France, le

ARRETE N° AR 19 09. 16 - 1 8 6 1 -

PORTANT AUTORISATION D'EXECUTION DE TRAVAUX DE POSE DE DEUX BOITES DE JONCTION SOUS CHAUSSEE AU DROIT DE LA ROUTE DEPARTEMENTALE 05 AU PR 2+300 AU QUARTIER SIGY SUR LE TERRITOIRE DE LA VILLE DU VAUCLIN.

LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles, L 7211-1 et L 7224-16

Vu le code de la route et notamment les articles R 411-25 et L 411-6,

Vu le code de la voirie routière et notamment les articles L 113-1, L 131-3 et R 113-1,

Vu le code pénal et notamment l'article R 610-5,

Vu le code des relations entre le public et l'administration,

Vu l'arrêté n° 84-0066 du 11 Janvier 1984 réglementant l'occupation du domaine public routier départemental

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée,

Vu la délibération de l'assemblée de Martinique n° 15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, en qualité de président de l'assemblée de Martinique,

Vu la délibération de l'assemblée de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, en qualité de président du conseil exécutif de Martinique,

Vu la lettre du pétitionnaire, **EDF Martinique – Pointe des Carrières - BP 573 - 97200 FORT DE FRANCE**, déléguant l'entreprise E.T.E pour la réalisation des travaux cités en objet,

Vu les délibérations CP/780-13 du 05 décembre 2013 et CP/151-15 du 02 mars 2015 portant approbation du barème des redevances pour les occupations privatives du domaine public routier départemental et conformément aux articles L 7211-1 et suivants du Codes Général des Collectivités Territoriales.

Vu l'état des lieux dressé le **25 Août 2016**

Sur proposition de Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de l'Équipement et de l'Eau.



## **ARRETE :**

### **ARTICLE 1er : Autorisation**

L'entreprise E.T.E route de Petit Bourg Génipa 97224 DUCOS , est autorisée, suite à la demande du **13 Mai 2016** de EDF Martinique, à réaliser les travaux ci-dessus, au droit de la route départementale n° 05 au **PR 2+300** au quartier Sigy sur le territoire de la ville du **Vauclin** à charge pour elle de se conformer aux dispositions du règlement énoncé ci-dessus et aux conditions spéciales développées ci-après.

### **ARTICLE 2 : Durée de l'autorisation**

Cette autorisation est accordée à titre précaire et révocable sans qu'il puisse en résulter pour le bénéficiaire de droit à indemnité en cas de retrait anticipé. Elle pourra être renouvelée sur demande (lettre recommandée/accusé de réception).

Toute modification de l'ouvrage autorisé nécessitera le dépôt d'une nouvelle demande expresse d'autorisation.

Les travaux d'implantation devront être réalisés dans un délai de 4 mois sous peine de retrait de cette autorisation.

En effet, cette autorisation sera périmée de plein droit s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai.

En cas de retrait anticipé de son autorisation, l'occupation cessera de plein droit et le permissionnaire sera tenu de remettre les lieux en état primitif dans le délai d'un mois à dater de la notification de l'arrêté de retrait précité ou de la date d'expiration de la permission. Passé ce délai, en cas d'inobservation de cette prescription, un procès-verbal sera dressé et le travail exécuté d'office aux frais du pétitionnaire.

### **ARTICLE 3 : Conditions d'exécution de l'autorisation et des travaux**

L'exécution des travaux sera conforme aux prescriptions techniques définies dans la **fiche n° 1 annexée au présent arrêté.**

### **ARTICLE 4 : Signalisation de chantier**

Le pétitionnaire devra respecter les dispositions énoncées au chapitre B de la **fiche n° 1 annexée au présent arrêté.**

**ARTICLE 5 : Remise en état des lieux**

La remise en état de la chaussée et de ses dépendances sera entièrement à la charge du pétitionnaire et devra se faire dès l'achèvement des travaux, le revêtement étant immédiatement reconstitué après exécution du corps de la chaussée selon les prescriptions figurant dans la fiche n° 1 annexée au présent arrêté.

**ARTICLE 6 : Responsabilité du pétitionnaire.**

Le pétitionnaire sera responsable pendant 2 ans des incidents ou accidents de toute nature qui pourraient résulter de son chantier. Il ne pourra exercer aucun recours contre la Collectivité Territoriale de Martinique en raison des dommages qui pourraient résulter, pour son installation, soit du fait de la circulation, soit du fait de l'état de la chaussée, des accotements ou tous autres ouvrages publics, soit enfin du fait des travaux exécutés sur le domaine public dans l'intérêt de celui-ci ou de la sécurité publique.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

En outre, le pétitionnaire prendra à sa charge toute responsabilité résultant des dégâts causés :

- aux ouvrages existants
- aux riverains
- aux autres permissionnaires
- aux divers concessionnaires.

**ARTICLE 7 : Conditions financières**

Cette autorisation est délivrée à titre gratuit.

**ARTICLE 8 : Récolement**

Dans un délai de trois mois à compter de la date d'achèvement des travaux, l'occupant devra déposer à la Direction Générale Adjointe chargée de l'Équipement et de l'Eau, le plan de récolement à l'échelle 1/500 certifié exact par ses soins.

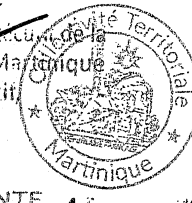
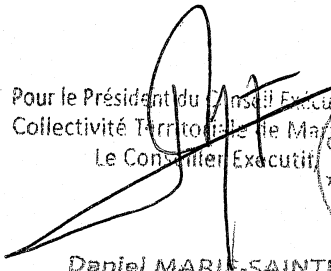
**ARTICLE 9 : Poursuite et répression des infractions**

La constatation et la poursuite des infractions au présent arrêté seront effectuées conformément aux lois et règlements en vigueur à l'article R 116-2 du Code de la Voirie Routière.

**ARTICLE 10** : Le Directeur Général des Services de la Collectivité Territoriale de Martinique, le Payeur Territorial, le Commandant du groupement de gendarmerie de la Martinique, le Maire de la ville du Vauclin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs

Une ampliation sera envoyée au pétitionnaire, au Commandant du groupement de gendarmerie de la Martinique, au Maire de la ville du Vauclin.

Pour le Président du Conseil Exécutif de la  
Collectivité Territoriale de Martinique  
Le Conseiller Exécutif



Daniel MARIE-SAINTE 15 JUIN 2016

**RECOLEMENT**

Le Représentant de la Direction des Infrastructures et de l'Eau

Soussigné certifie que le bénéficiaire :

**EDF MARTINIQUE**

**POINTE DES CARRIERES  
BP 573  
972500 FORT DE FRANCE**

s'est conformé aux prescriptions du présent arrêté

Fait le \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_

Signature du Responsable

## ANNEXE

### Fiche n° 1

#### PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

#### POUR L'EXECUTION DE TRAVAUX DE POSE DE DEUX BOITES DE JONCTION SOUS CHAUSSEE

##### A - MESURES PREALABLES

Une reconnaissance préalable d'itinéraire devra être organisée avec le représentant de la Direction des Infrastructures et de l'Eau afin de dresser l'état des lieux et de relever les problèmes particuliers (circulation ou autre...)

L'implantation sera donnée sur place par le représentant de la Direction des Infrastructures et de l'Eau.

Le bénéficiaire informera la Direction des Infrastructures et de l'Eau du début des travaux au moins 8 jours ouvrables avant l'ouverture du chantier.

Le pétitionnaire est mis dans l'obligation d'avertir, avant le commencement des travaux, l'E.D.F, France Télécom, les Services des Eaux, les services gestionnaires d'assainissement ainsi que les propriétaires de canalisations privées de manière à s'assurer de la présence éventuelle de canalisation souterraine à proximité des travaux qu'il doit entreprendre.

##### B - SIGNALISATION DE CHANTIER

Le pétitionnaire prendra toutes dispositions pour signaler le chantier de jour comme de nuit. Cette signalisation devra être conforme aux prescriptions réglementaires et respecter les dispositions particulières suivantes :

Toutes les tranchées devront être refermées la nuit. Il pourra être dérogé à cette règle pour les tranchées longitudinales qui seront alors défendues, signalées et éclairées pendant la nuit.

En cas de nécessité, l'alternat de circulation sera assuré par des feux tricolores par sens unique alterné, ou par deux agents munis de palettes K 10 et de boudriers rétroréfléctorisants.

L'ouverture de tranchées devra laisser constamment une demi-largeur de chaussée ouverte à la circulation, sauf conditions particulières qui pourront faire l'objet de dérogation.

##### C - EXECUTION DES TRANCHEES

Préalablement à l'exécution des tranchées, le revêtement et la structure de la chaussée seront découpés à la bêche pneumatique ou à la scie diamantée.

Les tranchées pourront être réalisées à la trancheuse, sinon devront respecter une largeur constante de 0,50 m et une profondeur minimum 1,00 m.

Les conduites ou canalisations seront posées obligatoirement dans une gaine de protection sur la longueur de la traversée, de manière que le remplacement éventuel et l'entretien puissent être faits sans ouverture de tranchée sous la chaussée.

Les conduites ou canalisations doivent être posées, sauf dérogation mentionnée dans le titre ou l'accord d'occupation, de façon que la distance entre la génératrice supérieure de la conduite ou de sa gaine et la surface au sol soit au minimum de 0,80 m.

En cas de chaussée rigide ou de sol résistant, les terrassements seront impérativement préparés au marteau piqueur ou au brise roche. L'attaque directe au godet de pelle sera interdite.

Les tranchées longitudinales ne doivent être ouvertes qu'au fur et à mesure de la réalisation des ouvrages. L'autorisation d'entreprendre les travaux fixe la longueur maximale de la tranchée susceptible de rester ouverte en cours de chantier.

Lorsque la largeur de l'accotement ou des dépendances est insuffisante, l'occupation de la chaussée pour l'immobilisation des véhicules et appareils de chantier n'est possible qu'à condition d'être expressément autorisée.

Tous les matériaux extraits seront évacués au fur et à mesure de leur extraction sans stockage sur la chaussée. Les déblais pouvant être utilisés en remblais seront mis en oeuvre immédiatement sans stockage intermédiaire.

La fabrication des bétons, mortiers, grave traitée ou autre matériaux est interdite sur toute partie revêtue de la chaussée et de ses dépendances.

#### **D - REMBLAYAGE DES TRANCHEES**

Les conditions de remblayage des tranchées et de réfection des corps de chaussée sont définies ci-après :

Les matériaux de remblayage seront, sauf réutilisation autorisée des déblais, des extraits de gisements naturels ou des produits de carrière. Ils doivent être exempts d'argiles et permettre de réaliser un remblai plein non plastique et incompressible.

Les remblais (y compris les remblais provisoires) en graves seront mis en oeuvre par couches successives, 0,20 m maximum.

Dans le cas où le compactage de la zone de remblaiement n'est pas possible, le remblayage des fouilles sous chaussées et à moins d'un mètre du bord de chaussée sous accotement ou sous trottoirs, se fait en béton dosé à 250 kg.

L'utilisation d'engins dont les chenilles et/ou les systèmes de stabilisation ne sont pas équipés de dispositifs appropriés destinés à éviter toute dégradation de la chaussée, est interdite.

L'accotement sera rétabli à l'identique.

Les ouvrages d'assainissement ainsi que les fossés seront maintenus en état de fonctionnement et seront reconstitués dans leur état antérieur. Il en va de même pour tout équipement annexe à la route.

En cas d'implantation de la tranchée à moins de 0,50 m des bords de chaussée, ou à moins de 1,00 m d'une tranchée existante ou si une ou plusieurs tranchées aboutissent à une occupation égale ou supérieure à 50 % de la largeur d'une voie, une concertation sera engagée entre le gestionnaire de la voirie et l'occupant pour concevoir une réfection de revêtement homogène. L'occupant conserve la charge de la reprise de revêtement dans l'emprise le concernant.

#### **E - REMISE EN ETAT DES LIEUX**

La reconstitution de la structure de chaussée devra s'effectuer selon le revêtement de la façon suivante :

- 0,45 m de sable ou ponce pour couche de fondation ;
- 0,20 m de béton Q350 pour couche de base et de surface

##### **Chaussée béton :**

- 25 cm de béton Q350 pour couche de base et de surface

##### **Chaussée en enrobés**

- 0,06 m d'enrobés denses à chaud : BBQ/14 pour couche de surface
- la reprise de la couche de roulement se fera sur une largeur de 1,00 m, soit 50 cm de part et d'autre de l'axe de la tranchée.
- Le rabotage se fera sur une profondeur de 0,06 m
- La couche d'accrochage sera au bitume modifié pour le collage de la couche de roulement.
- Le répandage des enrobés devra être effectués par un finisseur.
- La technique de mise en œuvre des enrobés devra permettre d'assurer la conformité en altimétrie et en uni.
- L'entreprise devra fournir tous les résultats de contrôle demandés par le gestionnaire de la voirie.

Pendant UN DELAI D'UN AN, le pétitionnaire sera tenu d'entretenir la tranchée en parfait état. Si en particulier des tassements venaient à se produire, ils seraient immédiatement repris, par ses soins, aux enrobés à chaud, ou au béton.

#### **Passage sous accotements ou trottoirs**

Trottoirs : ils seront sans délai reconstitués dans leur état primitif.

Accotement : Si la tranchée est située à moins d'un mètre (1 m) de distance de la chaussée, elle sera entièrement remblayée à la ponce, par couche de 0,20 m parfaitement compactée. Au-delà d'un mètre et dans les mêmes conditions de compactage, la tranchée pourra être entièrement ou partiellement remblayée avec les terres provenant du remblai si ces matériaux sont réutilisables.

Dans la négative, le remblaiement s'effectuera à la ponce.

Dans tous les cas, l'accotement sera reconstitué de manière que soit rétablie la pente naturelle permettant le libre écoulement des eaux de ruissellement de la chaussée vers le fossé.

Présence de fossés ou d'ouvrages hydrauliques

Les fossés en terre ou en béton et les têtes d'ouvrages éventuellement détériorés seront immédiatement rétablis dans leur état primitif.

Collectivité  
Territoriale  
de Martinique

CONSEIL GÉNÉRAL MARTINIQUE  
**COPIE CONFORME**

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

REPUBLIQUE FRANCAISE  
LIBERTE – EGALITE – FRATERNITE

Fort-de-France, le

**ARRETE N° AR 27 09. 16 - 2 1 5 7 -**  
**ANNULE ET REMPLACE L'ARRETE N° 1429 DU 28 JUILLET 2016**

**AUTORISANT LA POSE DE 485,00 METRES LINEAIRES DE CANALISATION D'EAUX PLUVIALES DE PHI 600 MM SUR LA ROUTE DEPARTEMENTALE 20 DU POINT REPERE 9+000 AU POINT REPERE 10+300 – COTE GAUCHE - AU QUARTIER LAJUS SUR LE TERRITOIRE DE LA VILLE DU CARBET**

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF,**

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles, L 7211-1 et L 7224-16

Vu le code de la route et notamment les articles R 411-25 et L 411-6,

Vu le code de la voirie routière et notamment les articles L 113-1, L 131-3 et R 113-1,

Vu le code pénal et notamment l'article R 610-5,

Vu le code des relations entre le public et l'administration,

Vu l'arrêté n° 84-0066 du 11 Janvier 1984 réglementant l'occupation du domaine public routier départemental

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée,

Vu la délibération de l'assemblée de Martinique n° 15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, en qualité de président de l'assemblée de Martinique,

Vu la délibération de l'assemblée de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, en qualité de président du conseil exécutif de Martinique,

Vu la lettre du pétitionnaire, l'entreprise **NORCABAT SARL**, sise **Rue de la Bonne Foi - 97250 Saint Pierre**, agissant **pour le compte de la Société HLM OZANAM**, et sollicitant l'autorisation d'exécuter les travaux cités en objet

Vu les délibérations CP/780-13 du 05 décembre 2013 et CP/151-15 du 02 mars 2015 portant approbation du barème des redevances pour les occupations privatives du domaine public routier départemental et conformément aux articles L 7211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'état des lieux dressé le **29 Juin 2016**,

Sur proposition de Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de l'Équipement et de l'Eau,



**ARRETE:**

**ARTICLE 1er : Autorisation**

L'entreprise **NORCABAT SARL**, sise - Rue de la Bonne Foi – 97250 Saint Pierre, agissant pour le compte de la Société **HLM OZANAM**, est autorisée suite à sa demande en date du 23 Juin 2016, à procéder aux travaux visés ci-dessus sur la route départementale **20** du **PR 9+000 au PR 10+300 – Côté gauche** - au quartier **Lajus** sur le territoire de la ville du **Carbet**, pour lesquels elle a sollicité une autorisation, à charge pour elle de se conformer aux dispositions du règlement énoncé ci-dessus et aux conditions spéciales développées ci-après.

**ARTICLE 2 : Durée de l'autorisation**

Cette autorisation est accordée à titre précaire et révocable sans qu'il puisse en résulter pour le bénéficiaire de droit à indemnité en cas de retrait anticipé. Elle pourra être renouvelée sur demande (lettre recommandée/accusé de réception).

Toute modification de l'ouvrage autorisé nécessitera le dépôt d'une nouvelle demande expresse d'autorisation.

Les travaux d'implantation devront être réalisés dans un délai de 4 mois sous peine de retrait de cette autorisation.

En effet, cette autorisation sera périmée de plein droit s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai.

En cas de retrait anticipé de son autorisation, l'occupation cessera de plein droit et le permissionnaire sera tenu de remettre les lieux en état primitif dans le délai d'un mois à dater de la notification de l'arrêté de retrait précité ou de la date d'expiration de la permission. Passé ce délai, en cas d'inobservation de cette prescription, un procès-verbal sera dressé et le travail exécuté d'office aux frais du pétitionnaire.

**ARTICLE 3 : Conditions d'exécution de l'autorisation et des travaux**

L'exécution des travaux sera conforme aux prescriptions techniques définies dans la fiche n° 1 annexée au présent arrêté.

**ARTICLE 4 : Signalisation de chantier**

Le pétitionnaire devra respecter les dispositions énoncées au chapitre B de la fiche n° 1 annexée au présent arrêté.

**ARTICLE 5 : Remise en état des lieux**

La remise en état de la chaussée et de ses dépendances sera entièrement à la charge du pétitionnaire et devra se faire dès l'achèvement des travaux, le revêtement étant immédiatement reconstitué après exécution du corps de la chaussée selon les prescriptions figurant dans la fiche n° 1 annexée au présent arrêté.

**ARTICLE 6 : Responsabilité du pétitionnaire.**

Le pétitionnaire sera responsable pendant 2 ans des incidents ou accidents de toute nature qui pourraient résulter de son chantier. Il ne pourra exercer aucun recours contre la collectivité territoriale de Martinique en raison des dommages qui pourraient résulter, pour son installation, soit du fait de la circulation, soit du fait de l'état de la chaussée, des accotements ou tous autres ouvrages publics, soit enfin du fait des travaux exécutés sur le domaine public dans l'intérêt de celui-ci ou de la sécurité publique.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

En outre, le pétitionnaire prendra à sa charge toute responsabilité résultant des dégâts causés :

- aux ouvrages existants
- aux riverains
- aux autres permissionnaires
- aux divers concessionnaires.

La gestion ultérieure (entretien, réparation et remplacement) des 485,00 m du réseau d'eaux pluviales restent sous la responsabilité de la société HLM OZANAM.

**ARTICLE 7 : Conditions financières**

Cette autorisation est délivrée à titre gratuit.

**ARTICLE 8 : Récolement**

Dans un délai de trois mois à compter de la date d'achèvement des travaux, l'occupant devra déposer à la Direction Générale Adjointe chargée de l'Équipement et de l'Eau, le plan de récolement à l'échelle 1/500 certifié exact par ses soins.

**ARTICLE 9 : Poursuite et répression des infractions**

La constatation et la poursuite des infractions au présent arrêté seront effectuées conformément aux lois et règlements en vigueur à l'article R 116-2 du Code de la Voirie Routière.

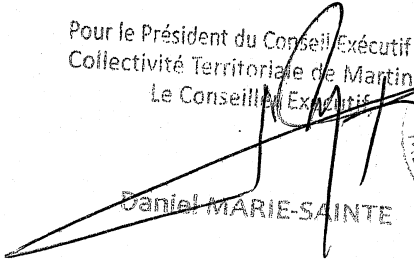
**ARTICLE 10 :**

Le Directeur Général des Services de la Collectivité Territoriale de Martinique, le Payeur Territorial, le Commandant du groupement de gendarmerie de la Martinique, le Maire de la Ville du **CARBET** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

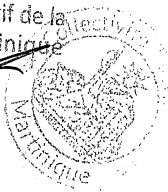
Une ampliation sera envoyée au pétitionnaire, au Commandant du groupement de gendarmerie de la Martinique, au Maire de la Ville du **CARBET**.

Le Président du Conseil Exécutif

Pour le Président du Conseil Exécutif de la  
Collectivité Territoriale de Martinique  
Le Conseiller Exécutif



Daniel MARIE-SAINTÉ



23 SEP. 2016

---

**RECOLEMENT**

Le Représentant de la Direction des Infrastructures et de l'Eau

Soussigné, certifie que le bénéficiaire :

**ENTREPRISE NORCABAT SARL**

**RUE DE LA BONNE FOI  
97250 SAINT PIERRE**

s'est conformé aux prescriptions du présent arrêté

Fait le \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_

Signature du Responsable

## ANNEXE

### Fiche n° 1

#### **PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES POUR L'EXECUTION DE TRAVAUX DE POSE DE CANALISATION D'EAUX PLUVIALES**

##### **A - MESURES PREALABLES**

Une reconnaissance préalable d'itinéraire devra être organisée avec le représentant de la Direction des Infrastructures et de l'Eau afin de dresser l'état des lieux et de relever les problèmes particuliers (circulation ou autre...)

L'implantation sera donnée sur place par le représentant de la Direction des Infrastructures et de l'Eau.

Le bénéficiaire informera la Direction des Infrastructures et de l'Eau du début des travaux au moins 8 jours ouvrables avant l'ouverture du chantier.

Le pétitionnaire est mis dans l'obligation d'avertir, avant le commencement des travaux, l'E.D.F, France Télécom, les Services des Eaux, les services gestionnaires d'assainissement ainsi que les propriétaires de canalisations privées de manière à s'assurer de la présence éventuelle de canalisation souterraine à proximité des travaux qu'il doit entreprendre.

##### **B - SIGNALISATION DE CHANTIER**

Le pétitionnaire prendra toutes dispositions pour signaler le chantier de jour comme de nuit. Cette signalisation devra être conforme aux prescriptions réglementaires et respecter les dispositions particulières suivantes :

Toutes les tranchées devront être refermées la nuit. Il pourra être dérogé à cette règle pour les tranchées longitudinales qui seront alors défendues, signalées et éclairées pendant la nuit.

En cas de nécessité, l'alternat de circulation sera assuré par des feux tricolores par sens unique alterné, ou par deux agents munis de palettes K10 et de boudriers rétroreflectorisants.

L'ouverture de tranchées devra laisser constamment une demi-largeur de chaussée ouverte à la circulation, sauf conditions particulières qui pourront faire l'objet de dérogation.

##### **C - EXECUTION DES TRANCHEES**

Préalablement à l'exécution des tranchées, le revêtement et la structure de la chaussée seront découpés à la bêche pneumatique ou à la scie diamantée.

Les tranchées seront réalisées à la trancheuse.

La canalisation sera posée obligatoirement dans une gaine de protection sur la longueur de la traversée, de manière que le remplacement éventuel et l'entretien puissent être faits sans ouverture de tranchée sous la chaussée.

En cas de chaussée rigide ou de sol résistant, les terrassements seront impérativement préparés au marteau piqueur ou au brise roche. L'attaque directe au godet de pelle sera interdite.

Les tranchées longitudinales ne doivent être ouvertes qu'au fur et à mesure de la réalisation des ouvrages. L'autorisation d'entreprendre les travaux fixe la longueur maximale de la tranchée susceptible de rester ouverte en cours de chantier.

Lorsque la largeur de l'accotement ou des dépendances est insuffisante, l'occupation de la chaussée pour l'immobilisation des véhicules et appareils de chantier n'est possible qu'à condition d'être expressément autorisée.

Tous les matériaux extraits seront évacués au fur et à mesure de leur extraction sans stockage sur la chaussée. Les déblais pouvant être utilisés en remblais seront mis en oeuvre immédiatement sans stockage intermédiaire.

La fabrication des bétons, mortiers, grave traitée ou autre matériaux est interdite sur toute partie revêtue de la chaussée et de ses dépendances.

#### **D – BLINDAGE DES TRANCHEES**

Les fouilles en tranchée de plus de 1,30 mètre de profondeur et d'une largeur égale ou inférieure aux deux tiers de la profondeur sont, lorsque leurs parois sont verticales ou sensiblement verticales, blindées, étrépillonnées ou étayées.

Les parois des autres fouilles en tranchée, ainsi que celles des fouilles en excavation ou en butte sont aménagées, eu égard à la nature et à l'état des terres, de façon à prévenir les éboulements. A défaut, des blindages, des étrépillons ou des étais appropriés à la nature et à l'état des terres sont mis en place.

Ces mesures de protection ne sont pas réduites ou supprimées lorsque les terrains sont gelés. Ces mesures de protection sont prises avant toute descente d'un travailleur ou d'un employeur dans la fouille pour un travail autre que celui de la mise en place des dispositifs de sécurité.

Lorsque nul n'a à descendre dans la fouille, les zones situées à proximité du bord et qui présenteraient un danger pour les travailleurs sont nettement délimitées et visiblement signalées.

#### **E - REMBLAYAGE DES TRANCHEES**

Les conditions de remblayage des tranchées et de réfection des corps de chaussée sont définies ci-après :

Les matériaux de remblayage seront, sauf réutilisation autorisée des déblais, des extraits de gisements naturels ou des produits de carrière. Ils doivent être exempts d'argiles et permettre de réaliser un remblai plein non plastique et incompressible.

Les remblais (y compris les remblais provisoires) en graves seront mis en œuvre par couches successives, 0,20 m maximum.

Dans le cas où le compactage de la zone de remblaiement n'est pas possible, le remblayage des fouilles sous chaussées et à moins d'un mètre du bord de chaussée sous accotement ou sous trottoirs, se fait en béton dosé à 250 kg.

L'utilisation d'engins dont les chenilles et/ou les systèmes de stabilisation ne sont pas équipés de dispositifs appropriés destinés à éviter toute dégradation de la chaussée, est interdite.

L'accotement sera rétabli à l'identique.

Les ouvrages d'assainissement ainsi que les fossés seront maintenus en état de fonctionnement et seront reconstitués dans leur état antérieur. Il en va de même pour tout équipement annexe à la route.

En cas d'implantation de la tranchée à moins de 0,50 m des bords de chaussée, ou à moins de 1,00 m d'une tranchée existante ou si une ou plusieurs tranchées aboutissent à une occupation égale ou supérieure à 50 % de la largeur d'une voie, une concertation sera engagée entre le gestionnaire de la voirie et l'occupant pour concevoir une réfection de revêtement homogène. L'occupant conserve la charge de la reprise de revêtement dans l'emprise le concernant.

#### **F - REMISE EN ETAT DES LIEUX**

La reconstitution de la structure de chaussée devra s'effectuer selon le revêtement de la façon suivante :

- 0,45 m de sable ou ponce pour couche de fondation ;
- 0,20 m de béton Q350 pour couche de base et de surface

##### **Chaussée béton :**

- 25 cm de béton Q350 pour couche de base et de surface

##### **Chaussée en enrobés**

- 0,06 m d'enrobés denses à chaud : BBQ/14 pour couche de surface
- la reprise de la couche de roulement se fera sur une largeur de 1,00 m, soit 50 cm de part et d'autre de l'axe de la tranchée.
- Le rabotage se fera sur une profondeur de 0,06 m
- La couche d'accrochage sera au bitume modifié pour le collage de la couche de roulement.
- Le répandage des enrobés devra être effectués par un finisseur.
- La technique de mise en œuvre des enrobés devra permettre d'assurer la conformité en altimétrie et en uni.
- L'entreprise devra fournir tous les résultats de contrôle demandés par le gestionnaire de la voirie.

Pendant UN DELAI D'UN AN, le pétitionnaire sera tenu d'entretenir la tranchée en parfait état. Si en particulier des tassements venaient à se produire, ils seraient immédiatement repris, par ses soins, aux enrobés à chaud, ou au béton.

**Passage sous accotements ou trottoirs**

**Trottoirs** : ils seront sans délai reconstitués dans leur état primitif.

**Accotement** : Si la tranchée est située à moins d'un mètre (1 m) de distance de la chaussée, elle sera entièrement remblayée à la ponce, par couche de 0,20 m parfaitement compactée. Au-delà d'un mètre et dans les mêmes conditions de compactage, la tranchée pourra être entièrement ou partiellement remblayée avec les terres provenant du remblai si ces matériaux sont réutilisables.

Dans la négative, le remblaiement s'effectuera à la ponce.

Dans tous les cas, l'accotement sera reconstitué de manière que soit rétablie la pente naturelle permettant le libre écoulement des eaux de ruissellement de la chaussée vers le fossé.

**Présence de fossés ou d'ouvrages hydrauliques**

Les fossés en terre ou en béton et les têtes **d'ouvrages éventuellement détériorés seront immédiatement rétablis dans leur état primitif.**

Collectivité  
Territoriale  
de Martinique

CONSEIL GÉNÉRAL MARTINIQUE  
COPIE CONFORME

REPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Fort-de-France, le

ARRETE N°

AR 27 09. 16 - 2 1 6 0 -

PORTANT AUTORISATION D'EXECUTION DE TRAVAUX DE RENFORCEMENT DU RESEAU BTA/S AU DROIT DE CHEZ  
MADAME POSTE « LAFLEUR 9065 » SUR :

- LA ROUTE DEPARTEMENTALE 8 DU POINT REPERE 7+380 AU POINT REPERE 7+530 - COTE DROIT
  - LA ROUTE DEPARTEMENTALE 36 DU POINT REPERE 4+500 AU POINT REPERE 5+000 – COTE GAUCHE
- QUARTIER EPINAY – SUR LE TERRITOIRE DE LA VILLE DE SAINTE-LUCE

LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles, L 7211-1 et L 7224-16

Vu le code de la route et notamment les articles R 411-25 et L 411-6,

Vu le code de la voirie routière et notamment les articles L 113-1, L 131-3 et R 113-1,

Vu le code pénal et notamment l'article R 610-5,

Vu le code des relations entre le public et l'administration,

Vu l'arrêté n° 84-0066 du 11 Janvier 1984 réglementant l'occupation du domaine public routier départemental

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée,

Vu la délibération de l'assemblée de Martinique n° 15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, en qualité de président de l'assemblée de Martinique,

Vu la délibération de l'assemblée de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, en qualité de président du conseil exécutif de Martinique,

Vu la lettre du pétitionnaire, le Syndicat Mixte d'Electricité de la Martinique (S.M.E.M.) – Centre d'Affaires Agora - Avenue de l'Etang Z'Abriocot – BP 528 – 97206 FORT DE FRANCE, sollicitant l'autorisation d'exécuter les travaux cités en objet.

Vu les délibérations CP/780-13 du 05 décembre 2013 et CP/151-15 du 02 mars 2015 portant approbation du barème des redevances pour les occupations privatives du domaine public routier départemental et conformément aux articles L 7211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

Vu l'état des lieux dressé le 25 mai 2016

Sur proposition de Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de l'Equipeement et de l'Eau.

HOTEL DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE  
CS 30137 - 97201 FORT DE FRANCE CEDEX  
Téléphone 05.96.59.63.00 - Télécopie 05.96.72.68.10



**ARRETE:**

**ARTICLE 1er : Autorisation**

Le Syndicat Mixte d'Electricité de la Martinique – Centre d’Affaires Agora - Avenue de l’Etang Z’Abricot – BP 528 – 97206 FORT DE FRANCE est autorisé, suite à sa demande en date du 22 juillet 2016, à procéder aux travaux visés ci-dessus sur la route départementale 8 du PR 7+380 au PR 7+530 – côté droit et sur la route départementale 36 du PR 4+500 au PR 5+000 – côté gauche – quartier Epinay sur le territoire de la ville de SAINTE-LUCE, pour lesquels il a sollicité une autorisation, à charge pour lui de se conformer aux dispositions du règlement énoncé ci-dessus et aux conditions spéciales développées ci-après.

**ARTICLE 2 : Durée de l'autorisation**

Cette autorisation est accordée à titre précaire et révocable sans qu'il puisse en résulter pour le bénéficiaire de droit à indemnité en cas de retrait anticipé. Elle pourra être renouvelée sur demande (lettre recommandée/accusé de réception).

Toute modification de l'ouvrage autorisé nécessitera le dépôt d'une nouvelle demande expresse d'autorisation.

Les travaux d'implantation devront être réalisés dans un délai de 4 mois sous peine de retrait de cette autorisation.

En effet, cette autorisation sera périmée de plein droit s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai.

En cas de retrait anticipé de son autorisation, l'occupation cessera de plein droit et le permissionnaire sera tenu de remettre les lieux en état primitif dans le délai d'un mois à dater de la notification de l'arrêté de retrait précité ou de la date d'expiration de la permission. Passé ce délai, en cas d'inobservation de cette prescription, un procès-verbal sera dressé et le travail exécuté d'office aux frais du pétitionnaire.

**ARTICLE 3 : Conditions d'exécution de l'autorisation et des travaux**

L'exécution des travaux sera conforme aux prescriptions techniques définies dans la fiche n° 1 annexée au présent arrêté.

L'implantation des supports se fera à 5,00 ml par rapport à l'axe de la chaussée.

**ARTICLE 4 : Signalisation de chantier**

Le pétitionnaire devra respecter les dispositions énoncées au chapitre B de la fiche n° 1 annexée au présent arrêté.

**ARTICLE 5 : Remise en état des lieux**

La remise en état de la chaussée et de ses dépendances sera entièrement à la charge du pétitionnaire et devra se faire dès l'achèvement des travaux, le revêtement étant immédiatement reconstitué après exécution du corps de la chaussée selon les prescriptions figurant dans la **fiche n° 1 annexée au présent arrêté.**

**ARTICLE 6 : Responsabilité du pétitionnaire.**

Le pétitionnaire sera responsable pendant 2 ans des incidents ou accidents de toute nature qui pourraient résulter de son chantier. Il ne pourra exercer aucun recours contre la collectivité territoriale de Martinique en raison des dommages qui pourraient résulter, pour son installation, soit du fait de la circulation, soit du fait de l'état de la chaussée, des accotements ou tous autres ouvrages publics, soit enfin du fait des travaux exécutés sur le domaine public dans l'intérêt de celui-ci ou de la sécurité publique.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

En outre, le pétitionnaire prendra à sa charge toute responsabilité résultant des dégâts causés :

- aux ouvrages existants
- aux riverains
- aux autres permissionnaires
- aux divers concessionnaires.

**ARTICLE 7 : Conditions financières**

En application des délibérations CP/780-13 du 05 décembre 2013 et CP/151-15 du 02 mars 2015 approuvant le barème des redevances pour l'occupation du domaine routier départemental, le montant de la redevance perçu pour les travaux autorisés ci-dessus s'élève à **62,41 €** correspondant à un droit fixe de **26,00 €** et à une redevance annuelle de **36,41 €** conformément à l'annexe jointe à l'arrêté et aux articles L 7211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

**ARTICLE 8 : Récolement**

Dans un délai de trois mois à compter de la date d'achèvement des travaux, l'occupant devra déposer à la Direction Générale Adjointe chargée de l'Équipement et de l'Eau, le plan de récolement à l'échelle 1/500 certifié exact par ses soins.

**ARTICLE 9 : Poursuite et répression des infractions**

La constatation et la poursuite des infractions au présent arrêté seront effectuées conformément aux lois et règlements en vigueur à l'article R 116-2 du Code de la Voirie Routière.

**ARTICLE 10 :**

Le Directeur Général des Services de la Collectivité Territoriale de Martinique, le Payeur Territorial, le Commandant du groupement de gendarmerie de la Martinique, le Maire de la Ville de SAINTE-LUCE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Une ampliation sera envoyée au pétitionnaire, au Commandant du groupement de gendarmerie de la Martinique, au Maire de la Ville de SAINTE-LUCE.

Le Président du Conseil Exécutif  
Pour le Président du Conseil Exécutif de la  
Collectivité Territoriale de Martinique  
Le Conseiller Exécutif,  
  
Daniel MARIE-SAINTE  
23 SEP. 2015  


---

**RECOLEMENT**

Le Représentant de la Direction des Infrastructures et de l'Eau

Soussigné, certifie que le bénéficiaire :

**Le Syndicat Mixte d'Electricité de la Martinique**

**Centre d'Affaires Agora  
Avenue de l'Etang Z'Abricot  
BP 528  
97206 FORT DE FRANCE**

s'est conformé aux prescriptions du présent arrêté

Fait le \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_

Signature du Responsable

## **ANNEXE**

### **Fiche n° 1**

#### **PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES POUR L'EXECUTION DE TRAVERSEES DE CHAUSSEES**

##### **A - MESURES PREALABLES**

Une reconnaissance préalable d'itinéraire devra être organisée avec le représentant de la Direction des Infrastructures et de l'Eau afin de dresser l'état des lieux et de relever les problèmes particuliers (circulation ou autre...)

L'implantation sera donnée sur place par le représentant de la Direction des Infrastructures et de l'Eau.

Le bénéficiaire informera la Direction des Infrastructures et de l'Eau du début des travaux au moins 8 jours ouvrables avant l'ouverture du chantier.

Le pétitionnaire est mis dans l'obligation d'avertir, avant le commencement des travaux, l'E.D.F, France Télécom, les Services des Eaux, les services gestionnaires d'assainissement ainsi que les propriétaires de canalisations privées de manière à s'assurer de la présence éventuelle de canalisation souterraine à proximité des travaux qu'il doit entreprendre.

##### **B - SIGNALISATION DE CHANTIER**

Le pétitionnaire prendra toutes dispositions pour signaler le chantier de jour comme de nuit. Cette signalisation devra être conforme aux prescriptions réglementaires et respecter les dispositions particulières suivantes :

Toutes les tranchées devront être refermées la nuit. Il pourra être dérogé à cette règle pour les tranchées longitudinales qui seront alors défendues, signalées et éclairées pendant la nuit.

En cas de nécessité, l'alternat de circulation sera assuré par des feux tricolores par sens unique alterné, ou par deux agents munis de palettes K 10 et de boudriers rétroréfléctorisants.

L'ouverture de tranchées devra laisser constamment une demi-largeur de chaussée ouverte à la circulation, sauf conditions particulières qui pourront faire l'objet de dérogation.

##### **C - EXECUTION DES TRANCHEES**

Préalablement à l'exécution des tranchées, le revêtement et la structure de la chaussée seront découpés à la bêche pneumatique ou à la scie diamantée.

Les tranchées seront réalisées à la trancheuse.

Les conduites ou canalisations seront posées obligatoirement dans une gaine de protection sur la longueur de la traversée, de manière que le remplacement éventuel et l'entretien puissent être faits sans ouverture de tranchée sous la chaussée.

Les conduites ou canalisations doivent être posées, sauf dérogation mentionnée dans le titre ou l'accord d'occupation, de façon que la distance entre la génératrice supérieure de la conduite ou de sa gaine et la surface au sol soit au minimum de 0,28 m.

En cas de chaussée rigide ou de sol résistant, les terrassements seront impérativement préparés au marteau piqueur ou au brise roche. L'attaque directe au godet de pelle sera interdite.

Les tranchées longitudinales ne doivent être ouvertes qu'au fur et à mesure de la réalisation des ouvrages. L'autorisation d'entreprendre les travaux fixe la longueur maximale de la tranchée susceptible de rester ouverte en cours de chantier.

Lorsque la largeur de l'accotement ou des dépendances est insuffisante, l'occupation de la chaussée pour l'immobilisation des véhicules et appareils de chantier n'est possible qu'à condition d'être expressément autorisée.

Tous les matériaux extraits seront évacués au fur et à mesure de leur extraction sans stockage sur la chaussée. Les déblais pouvant être utilisés en remblais seront mis en oeuvre immédiatement sans stockage intermédiaire.

La fabrication des bétons, mortiers, grave traitée ou autre matériaux est interdite sur toute partie revêtue de la chaussée et de ses dépendances.

#### **D - REMBLAYAGE DES TRANCHEES**

Les conditions de remblayage des tranchées et de réfection des corps de chaussée sont définies ci-après :

Les matériaux de remblayage seront, sauf réutilisation autorisée des déblais, des extraits de gisements naturels ou des produits de carrière. Ils doivent être exempts d'argiles et permettre de réaliser un remblai plein non plastique et incompressible.

Les remblais (y compris les remblais provisoires) en graves seront mis en oeuvre par couches successives, 0,20 m maximum.

Dans le cas où le compactage de la zone de remblaiement n'est pas possible, le remblayage des fouilles sous chaussées et à moins d'un mètre du bord de chaussée sous accotement ou sous trottoirs, se fait en béton dosé à 250 kg.

L'utilisation d'engins dont les chenilles et/ou les systèmes de stabilisation ne sont pas équipés de dispositifs appropriés destinés à éviter toute dégradation de la chaussée, est interdite.

L'accotement sera rétabli à l'identique.

Les ouvrages d'assainissement ainsi que les fossés seront maintenus en état de fonctionnement et seront reconstitués dans leur état antérieur. Il en va de même pour tout équipement annexe à la route.

En cas d'implantation de la tranchée à moins de 0,50 m des bords de chaussée, ou à moins de 1,00 m d'une tranchée existante ou si une ou plusieurs tranchées aboutissent à une occupation égale ou supérieure à 50 % de la largeur d'une voie, une concertation sera engagée entre le gestionnaire de la voirie et l'occupant pour concevoir une réfection de revêtement homogène. L'occupant conserve la charge de la reprise de revêtement dans l'emprise le concernant.

### **E - REMISE EN ETAT DES LIEUX**

La reconstitution de la structure de chaussée devra s'effectuer selon le revêtement de la façon suivante :

- 0,45 m de sable ou ponce pour couche de fondation ;
- 0,20 m de béton Q350 pour couche de base et de surface

#### **chaussée béton :**

- 25 cm de béton Q350 pour couche de base et de surface

#### **Chaussée en enrobés**

- 0,06 m d'enrobés denses à chaud : BBQ/14 pour couche de surface
- la reprise de la couche de roulement se fera sur une largeur de 1,00 m, soit 50 cm de part et d'autre de l'axe de la tranchée.
- Le rabotage se fera sur une profondeur de 0,06 m
- La couche d'accrochage sera au bitume modifié pour le collage de la couche de roulement.
- Le répandage des enrobés devra être effectués par un finisseur.
- La technique de mise en œuvre des enrobés devra permettre d'assurer la conformité en altimétrie et en uni.
- L'entreprise devra fournir tous les résultats de contrôle demandés par le gestionnaire de la voirie.

**Pendant UN DELAI D'UN AN, le pétitionnaire sera tenu d'entretenir la tranchée en parfait état. Si en particulier des tassements venaient à se produire, ils seraient immédiatement repris, par ses soins, aux enrobés à chaud, ou au béton.**

**Passage sous accotements ou trottoirs**

**Trottoirs** : ils seront sans délai reconstitués dans leur état primitif.

**Accotement** : Si la tranchée est située à moins d'un mètre (1 m) de distance de la chaussée, elle sera entièrement remblayée à la ponce, par couche de 0,20 m parfaitement compactée. Au-delà d'un mètre et dans les mêmes conditions de compactage, la tranchée pourra être entièrement ou partiellement remblayée avec les terres provenant du remblai si ces matériaux sont réutilisables.

Dans la négative, le remblaiement s'effectuera à la ponce.

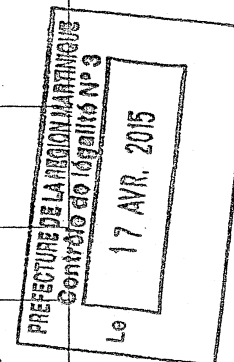
Dans tous les cas, l'accotement sera reconstitué de manière que soit rétablie la pente naturelle permettant le libre écoulement des eaux de ruissellement de la chaussée vers le fossé.

**Présence de fossés ou d'ouvrages hydrauliques**

Les fossés en terre ou en béton et les têtes **d'ouvrages éventuellement détériorés seront immédiatement rétablis dans leur état primitif.**

**PRESCRIPTIONS FINANCIERES APPLICABLES AUX OCCUPATIONS DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER DEPARTEMENTAL**  
**MONTANT DES DROITS FIXES ET REDEVANCES AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2014**

| PERMISSION DE VOIRIE                                                                                                                                    | DROIT FIXE<br>(Frais<br>d'instruction et<br>d'établissement) | REDEVANCE                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Ouvrages liés aux services publics de distribution d'eau (hors branchements individuels) <ul style="list-style-type: none"> <li>Particuliers</li> </ul> | 26,00 €                                                      | <p>Montant maximum fixé par Décret n° 2009 -1683 du 30/12/2009</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>0,03 € le mètre linéaire /an</li> <li>2,00 € par m2 d'emprise au sol /an pour les ouvrages bâtis non linéaire</li> <li>9,09 € ml/an</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| Ouvrages liés aux services publics d'assainissement (hors branchements individuels) <ul style="list-style-type: none"> <li>Particuliers</li> </ul>      | 26,00 €                                                      | <p>Montant maximum fixé par Décret n° 2009 -1683 du 30/12/2009</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>0,03 € le mètre linéaire /an</li> <li>2,00 € par m2 d'emprise au sol /an pour les ouvrages bâtis non linéaire</li> <li>2,88 € ml/an</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| Opérateurs de télécommunications (Fibre Optique)                                                                                                        | Frais inclus dans le montant de la redevance annuelle        | <p>Montant maximum fixé par Décret n° 2005 -1676 du 27/12/2005</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>0,03 € le mètre linéaire /an/artères utilisant le sol ou le sous-sol</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| Pipelines d'intérêt général destinés au transport d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés                                                                 | Frais inclus dans le montant de la redevance annuelle        | <p>Montant maximum fixé par l'arrêté BUDL0500261A du 22/12/2005</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>0,89 € le mètre linéaire /an si le diamètre du pipeline est inférieur à 350 mm</li> <li>1,26 € le mètre linéaire /an si le diamètre du pipeline entre 350 mm et 700 mm</li> <li>1,94 € le mètre linéaire /an si le diamètre du pipeline est compris entre 701 mm et 1050 mm</li> <li>2,45 € le mètre linéaire /an si le diamètre du pipeline est supérieur à 1050 mm</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| Accès                                                                                                                                                   | 26,00 €                                                      | <p>♦ <u>Création ou modification d'accès (ou changement de bénéficiaire):</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li><u>Toutes catégories d'accès</u> : 15,00€/an pour les accès inférieurs à 4 mètres, quelle que soit la destination.</li> <li><u>Accès pour usage agricole ou de desserte d'une habitation</u> : <ul style="list-style-type: none"> <li>50,00 €/an pour les accès compris entre 4 et 8 mètres.</li> <li>100,00/an € pour les accès supérieurs à 8 mètres.</li> </ul> </li> <li><u>Accès pour desserte d'une activité commerciale ou d'un lotissement</u> : <ul style="list-style-type: none"> <li>200,00 €/an pour les accès compris entre 7 et 8 mètres.</li> <li>500,00 €/an pour les accès supérieurs à 8 mètres.</li> </ul> </li> </ul> <p>♦ <u>Utilisation d'un accès existant dans le cadre d'un lotissement</u> : 15,00 €/an</p> <p>Lorsque le Département, dans le cadre de travaux effectués pour son compte et pour répondre à ses besoins propres aménage ou reconstruit l'accès d'un riverain sur une Route Départementale, aucune prescription financière ne sera exigée.</p> |





**PRESCRIPTIONS FINANCIERES APPLICABLES AUX OCCUPATIONS DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER DEPARTEMENTAL**  
**MONTANT DES DROITS FIXES ET REDEVANCES AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2014**

| PERMISSION DE VOIRIE                                                    | DROIT FIXE<br>(Frais d'instruction<br>et d'établissement) | REDEVANCE                                               |
|-------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|
| <b>Distributeurs de carburant<br/>(installations occupants le DPRD)</b> |                                                           |                                                         |
| .de 0 à 1 000 U.V.P./jour                                               | 26,00 €                                                   | 97,00 €/pompe/an                                        |
| .de 1 001 à 5 000 U.V.P./jour                                           | 26,00 €                                                   | 193,00 €/pompe/an                                       |
| .de 5 001 à 10 000 U.V.P./jour                                          | 26,00 €                                                   | 290,00 €/pompe/an                                       |
| .de 10 001 à 40 000 U.V.P./jour                                         | 26,00 €                                                   | 382,00 €/pompe/an                                       |
| .Supérieur à 40 001 U.V.P./jour                                         | 26,00 €                                                   | 579,00 €/pompe/an                                       |
| <b>Opérateurs de télécommunication</b>                                  |                                                           | Montant fixé par le décret n° 2005 -1676 du 27/12/ 2005 |
| • Câble aérien                                                          | 26,00 €                                                   | 54,00€/km/an                                            |
| • Câble enterré                                                         |                                                           | 40,00€/km/an                                            |
| <b>Installations radioélectriques :</b>                                 |                                                           | Montants non plafonnés                                  |
| Pylônes                                                                 | EXONERATION                                               | 369,00 € l'unité/an                                     |
| Antennes de téléphone, mobile                                           | EXONERATION                                               | 185,00 € l'unité/an                                     |
| Armoire technique                                                       | EXONERATION                                               | 27,00 m2/an                                             |
| Armoires sous répartiteur                                               | EXONERATION                                               | Montant fixé par le décret n° 2005 -1676 du 27/12/ 2005 |
|                                                                         |                                                           | 27,00 € m2/an                                           |
| <b>Câble enterré électrique</b>                                         |                                                           | Montant fixé par le décret n° 2002- 409 du 26/03/ 2002  |
| • Particuliers                                                          | 26,00 €                                                   | 54,00 € km/an                                           |
| • Concessionnaires                                                      |                                                           |                                                         |
| <b>Survol par :</b>                                                     |                                                           | Montant fixé par le décret n° 2002- 409 du 26/03/ 2002  |
| Câble électrique aérien                                                 | 26,00 €                                                   | 54,00 € km/an                                           |
| • Particuliers                                                          |                                                           |                                                         |
| • Concessionnaires et opérateurs privés                                 |                                                           |                                                         |
| <b>Dépôts de toute nature</b>                                           |                                                           |                                                         |
| • Particuliers                                                          | 26,00 €                                                   | 6,00 €/m2/mois                                          |
| • Entreprises                                                           |                                                           | 29,00 €/m2/mois                                         |
| <b>Emplacement pour panneaux publicitaires</b>                          | 26,00 €                                                   | 1 000,00 €/an                                           |
| <b>Points de vente saisonniers<br/>avec emprise</b>                     | 26,00 €                                                   | 3€/m2 occupé par mois                                   |
| <b>Canalisation d'eaux pluviales</b>                                    | EXONERATION                                               | EXONERATION DE REDEVANCE                                |
| <b>Mobilier urbain</b>                                                  | EXONERATION                                               | EXONERATION DE REDEVANCE                                |
| <b>Equipements de sécurité</b>                                          | EXONERATION                                               | EXONERATION DE REDEVANCE                                |
| <b>Réseau d'éclairage public</b>                                        | EXONERATION                                               | EXONERATION DE REDEVANCE                                |
| <b>Accès aux équipements publics</b>                                    | EXONERATION                                               | EXONERATION DE REDEVANCE                                |

